



UNIVERSITE ASSANE SECK DE ZIGUINCHOR

UFR : Sciences Economique et Sociales

Département : Economie-Gestion

Mémoire en vue de l'obtention du Master Finance et Développement

Option : Finance

**Analyse de la situation de l'agrobusiness dans
la région de Ziguinchor**

Soutenu publiquement :

Le 13/12/2019

Par : Landry ASSINE

Sous la direction du Pr Melyan Mendy

JURY :

Pr Ndiouma NDOUR, Enseignant Chercheur, UASZ,

Président

Dr Boubacar BASSE, Enseignant Chercheur, UASZ,

Examineur

Dr Souleymane MBAYE, Enseignant Chercheur, UASZ

Examineur

Pr Melyan MENDY, Enseignant Chercheur, UASZ,

Encadreur

Année Universitaire : 2017-2018

Analyse de la situation de l'agrobusiness dans la
région de Ziguinchor

Dédicace

Je dédie ce travail à ma chère maman qui m'a toujours encouragé dans les études. Grâce à elle j'ai eu le goût et l'envie d'apprendre.

Je ne saurai oublier également ma chère défunte tante Imané et mon père qui n'ont ménagé aucun effort pour que je sois dans un bon cadre d'étude.

Remerciements

Je tiens à remercier à tous ceux qui m'ont soutenu et encouragé dans mes investigations. Je veux nommer Pr Melyan MENDY qui a accepté d'encadrer ce travail. J'avoue que ses conseils m'ont beaucoup aidé. Je ne saurai oublier de remercier également toutes ces braves personnes qui ont accepté de collaborer avec moi en répondant à mes questions.

Liste des figures

Figure 1: Schéma simplifié du fonctionnement de l'agrobusiness	5
---	----------

Liste des tableaux

Tableau 1: Récapitulatif des entretiens	24
• Tableau 2: Réponses des agriculteurs au thème 1 et 2.....	50
• Tableau 3: Réponses des transformateurs des produits agricoles au thème 3.....	55
• Tableau 4: Réponses des agents étatiques, évoluant dans le secteur agricole, au thème 4 ...	56

Liste des graphiques

Graphique 1: Résultats de la synthèse globale.....	27
Graphique 2: Répartition thématique	28
Graphique 3: Orientations et sentiments	30
Graphique 4: Caractérisation selon l'orientation et les sentiments	35

Liste des photos

Photo 1: Tracteur agricole	8
Photo 2: Démembrement des parcelles au niveau des rizières de Cobiten	32
Photo 3: Pépinière d'agrumes de Karamba Coly à Bourofaye	59
Photo 4: Plantation de Banane au niveau du bloc maraicher de Rodriguaise à Bourofaye	59
Photo 5: Plantation d'agrumes de Gérôme Diandy à Mamatoro	60
Photo 6: Bloc maraicher de Gérôme Diandy à Mamatoro	60
Photo 7: Elevage de poulets de Gérôme Diandy à Mamatoro	61
Photo 8: Une maman travail dans le bloc maraicher de CRETEF	61
Photo 9: Bloc maraicher des femmes au niveau du CRETEF	62
Photo 10: Plantation de maïs de Seynabou Goudiaby au niveau de l'agriculture Escale	62

Sigles et acronymes

ACED	Centre d'Actions pour l'Environnement et le Développement Durable
ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
CNCR	Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux
DRDR	Direction Régionale du Développement Rural
GOANA	Grande Offensive Agricole pour la nourriture et l'abondance
ID3A	Initiative pour le Développement de l'agrobusiness et des agro-industries en Afrique
ISRA	Institut Sénégalais de Recherche agricole
LDN	Loi Relative au Domaine Nationale
MP	Matière Première
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
P2RS	Programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité alimentaire et nutritionnel dans le Sahel
UASZ	Université Assane Seck de Ziguinchor
SDDRZ	Service Départemental de Développement Rural de Ziguinchor

Sommaire

Dédicace.....	i
Remerciements.....	ii
Liste des figures.....	iii
Liste des tableaux.....	iv
Liste des graphiques.....	v
Liste des photos.....	vi
Sommaire.....	viii
INTRODUCTION.....	1
Chapitre I : Cadre théorique.....	4
Section I : Définition des concepts.....	4
1. Définition de l'agrobusiness et des activités économiques liées à la filière agricole.....	4
2. Les conditions du développement de l'agrobusiness.....	7
Section II : Les entraves au développement de l'agrobusiness.....	10
1. Les facteurs internes.....	10
2. Les facteurs externes.....	13
Chapitre II : Cadre empirique.....	16
Section I : Présentation de l'échantillon d'étude et de la méthodologie de recherche.....	16
1. Présentation des institutions contactées.....	16
2. Méthodologie de recherche et outils de collecte et de traitement des données.....	20
3. Difficultés rencontrées.....	26
Section II : Présentation et discussion des résultats.....	26
1. Présentation des résultats obtenus.....	26
2. Discussion et recommandations.....	37
Conclusion.....	43
Bibliographie.....	45
Annexes.....	48
Annexe 1 : Les différentes questions posées pour chaque thème.....	48
Annexe 2 : retranscription des réponses des différents interviewés.....	50
Annexe 3 : les photos prises lors des enquêtes.....	59
Table des matières.....	63
Résumé.....	66
Abstract.....	66

INTRODUCTION

Contexte et justification

Selon les Nations Unies, la population mondiale s'élève actuellement à 7.6 milliards et devrait atteindre 8,6 milliards en 2030, 9,8 milliards en 2050 et 11,2 milliards en 2100. En effet la population mondiale s'accroît d'environ 83 millions de personnes chaque année, et la tendance à la hausse de la taille de la population devrait se poursuivre, même en supposant que les niveaux de fécondité continuent de diminuer¹. Parallèlement, la pauvreté gagne de plus en plus du terrain surtout en Afrique subsaharienne. Celle-ci concentre à elle seule plus de la moitié des personnes vivant avec moins de 1,90 dollar par jour. Soit 413,3 millions d'individus sur un total de 736 millions de pauvres dans le monde (Le Monde, 01/02/2019). De telles prévisions sont alarmantes. Alors il faut donc trouver un mode de développement durable qui puisse répondre aux besoins des générations présentes et futures.

Ainsi en Afrique, le secteur agricole est considéré comme « le pilier de nombreuses économies. En raison d'un marché intérieur de consommation en pleine expansion et de nouveaux besoins en produits agricoles non couverts à l'échelle mondiale, le secteur agricole est perçu comme un gisement d'opportunités d'affaires et un levier pour la transformation structurelle des économies africaines² ». En clair le secteur agricole serait un moteur de la croissance économique. Et par conséquent un moyen de nourrir une population croissante mais également un moyen de lutter contre la pauvreté. C'est dans cette même perspective que le Sénégal a entrepris des initiatives pour valoriser davantage le secteur agricole. En effet, en 2008 le Président Maître Abdoulaye WADE avait lancé la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire mais aussi par le même moment de développer les filières agricole et pastorale. L'idée est de développer de grandes exploitations afin de produire des quantités suffisantes pour nourrir le pays et exporter le surplus.

Cependant, les agriculteurs africains en général et les sénégalais en particulier et plus précisément les exploitations familiales sont jugés comme étant peu productifs car ils ne font

¹ ONU, Perspectives de la population mondiale : la révision de 2017, mis en ligne le 21 juin 2017, consulté le 01/02/2019, URL : <http://www.un.org/development/desa/fr/news/population/word-population-prospects-2017.html>

² ACED (2017), manuel agrobusiness, Abomey-Calavi, Benin, p.6

que des cultures de subsistances. C'est-à-dire qu'ils cultivent le juste minimum pour pouvoir vivre. Autrement dit, ils cultivent pour leur autoconsommation et non pour la vente. Voilà pourquoi Centre d'Actions pour l'Environnement et le Développement Durable (ACED) suggère en 2017 qu'il y ait des entreprises agricoles qui ne vont plus se contenter de rester dans le secteur primaire (la culture de base) mais qui vont évoluer aussi dans le secteur secondaire et tertiaire. Il s'agit de beaucoup produire, de transformer et de vendre. Cela nous amène tout simplement vers l'agrobusiness.

Problématique

L'agrobusiness est un thème d'actualité et mérite d'être exploré. Il est plus complet que l'agriculture et donc jugé plus apte pour nourrir une population croissante, de lutter contre la pauvreté et de créer de l'emploi. De façon brève, l'agrobusiness est l'ensemble des activités économiques qui ont trait à l'agriculture, à la transformation et à la distribution (FONTAN SERS, 2010, p.4). En ce qui concerne notre zone d'étude, c'est-à-dire Ziguinchor, nous constatons des pénuries de façon récurrentes de certains produits tels que les légumes, les fruits. De plus nous constatons également une importation importante de certaines denrées (le riz, la pomme de terre, l'oignon etc.) auprès des autres régions du pays voire des autres pays. Alors que « la région de Ziguinchor est considérée comme le grenier du Sénégal »³ car disposant en son sein d'une richesse notoire en ressources naturelles. De plus, elle fait partie des régions les plus arrosées du Sénégal. Donc a priori c'est une zone favorable à l'agriculture et par conséquent une zone apte à transformer ses produits agricoles. Malgré la présence d'unités de transformation la région peine à exploiter son potentiel agro-industriel.

Ces constatations nous amènent à nous poser la question suivante : Pourquoi l'agrobusiness peine à se développer à Ziguinchor ?

Questions spécifiques :

- ✓ Quels sont les obstacles au développement de l'agriculture et d'unités de transformation à Ziguinchor?
- ✓ Quelles sont les contraintes liées à la commercialisation des produits agricoles transformés ?

³ (ANSD Ziguinchor, 2015)

Objectif principal

L'objectif principal c'est d'identifier les contraintes du développement de l'agrobusiness à Ziguinchor afin d'en proposer des solutions idoines pour booster son développement.

Objectifs spécifiques

- ✓ Etudier les conditions d'accès au crédit des producteurs et des transformateurs
- ✓ Analyser les obstacles naturels sur le développement de l'agrobusiness
- ✓ Décrire la situation des infrastructures routières
- ✓ Evaluer la valorisation des produits locaux

Plan

Ce travail de recherche est constitué de deux chapitres. Le premier chapitre traite de l'approche conceptuelle et théorique de notre étude et le second présente la méthodologie, les résultats et leur discussion.

Chapitre I : Cadre théorique

Ce chapitre regroupe deux sections. La première est consacrée à la définition des concepts et la deuxième met en exergue les différentes entraves au développement de l'agrobusiness.

Section I : Définition des concepts

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous allons d'abord définir les concepts clés de la recherche.

1. Définition de l'agrobusiness et des activités économiques liées à la filière agricole

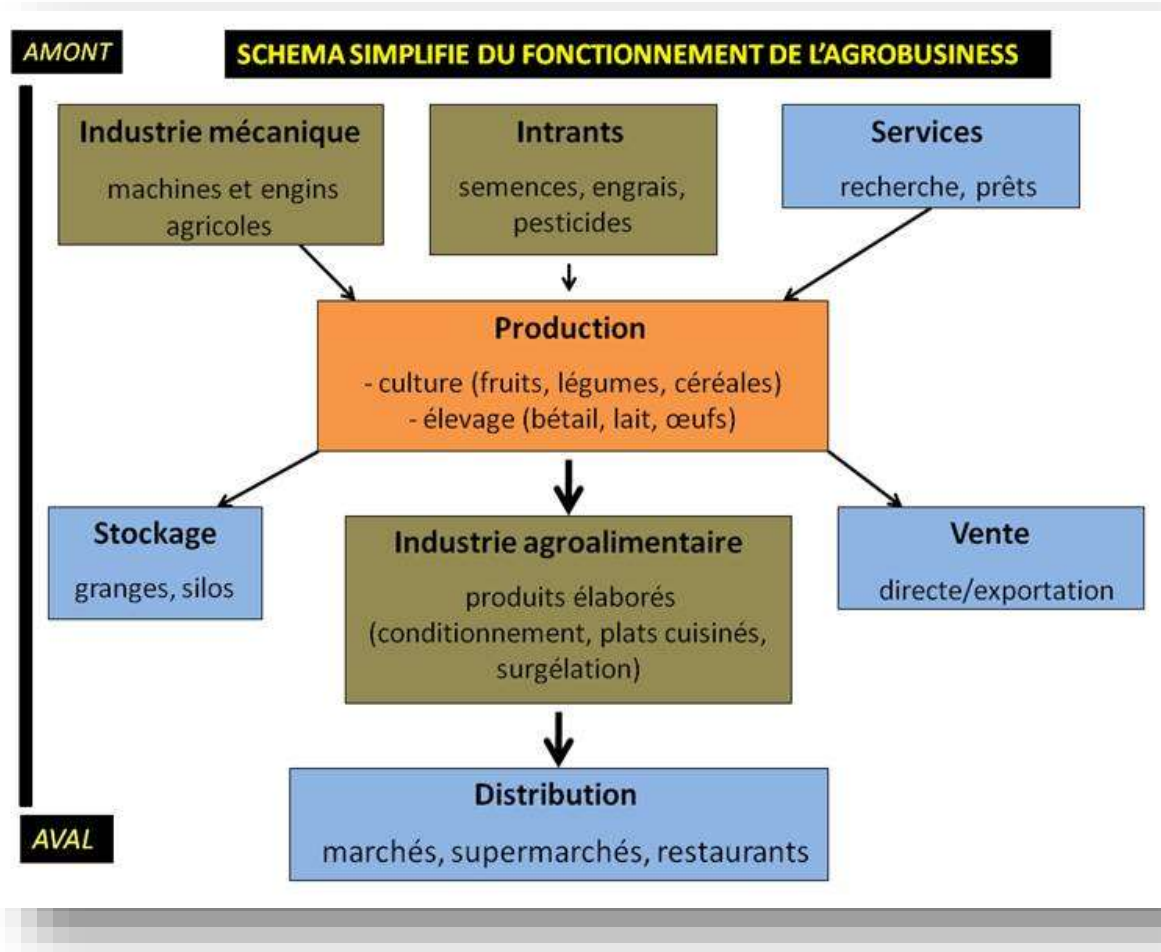
1.1. L'agrobusiness

Etymologiquement le terme agrobusiness vient du mot grec « agros » qui veut dire champ et du mot anglais « business » qui veut dire commerce. Il est utilisé pour désigner l'ensemble des activités économiques de production, de transformation et de commercialisation des produits de l'agriculture intensive, fortement mécanisée et caractérisée par de hauts rendements. L'agrobusiness s'oppose donc à l'autoconsommation des produits agricoles issus de l'agriculture vivrière (*Universalis Junior*, 30/01/2019).

Pour FONTAN SERS (2010) « L'agrobusiness est un concept qui prend en compte l'ensemble des opérations impliquées dans la production et la distribution de produits agricoles. En d'autres termes, il concerne des activités qui sont directement ou indirectement liées à la production, à la transformation, au stockage ou à la distribution des produits agricoles ». De façon plus simple « l'agrobusiness concerne toutes les activités qui vont du processus de production à celui de la commercialisation des produits agricoles. L'agrobusiness regroupe différents types d'exploitations qu'elles soient grandes, moyennes ou petites ».

Un schéma est proposé afin de mieux expliquer les différentes étapes de l'agrobusiness.

Figure 1: Schéma simplifié du fonctionnement de l'agrobusiness



Source : <https://idata.over-blog.com/3/21/30/46//image002-copie-10.jpg>

D'après ce schéma l'on pourrait qualifier l'agrobusiness comme un ensemble d'activités économiques liées à la filière agricole. Ainsi, en amont on a l'intervention de l'industrie mécanique, des intrants et des services de prêt dans la production (l'agriculture et l'élevage). Au centre une partie de la production est stockée, une autre est vendue directement ou exportée et une autre encore est acheminée directement à l'industrie agroalimentaire pour y être transformée. Et enfin en aval c'est l'écoulement des produits transformés sur les marchés, les supermarchés et les restaurants.

1.2. Les activités économiques liées à la filière agricole

Il s'agira de mettre en exergue quelques activités essentielles au développement de l'agrobusiness. Parmi ces activités il y a :

1.2.1. L'agriculture

D'après le dictionnaire Français, l'agriculture est l'ensemble des activités économiques ayant principalement pour objet la culture des terres, et d'une manière générale « l'ensemble des travaux transformant le milieu naturel pour la production de végétaux et d'animaux utile à l'homme ».

1.2.2. L'usage des intrants (engrais/pesticides)

1.2.2.1. Les engrais

Les engrais sont des substances organiques ou minérales, souvent utilisées en mélanges, destinées à apporter aux plantes des compléments d'éléments nutritifs, de façon à améliorer leur croissance, et à augmenter le rendement et la qualité des cultures⁴.

1.2.2.2. Les pesticides

Les pesticides (vient du latin « cida », « tuer » et de l'anglais « pest », « nuisible ») sont des substances chimiques utilisées en agriculture pour lutter contre des organismes nuisibles aux cultures.⁵

1.2.3. La production

C'est l'ensemble des activités développées par l'homme, qui ont pour objet la transformation de son milieu naturel afin de produire les végétaux et les animaux qui lui sont utiles, en particulier ceux qui sont nécessaires à son alimentation.⁶

1.2.3.1. La production animale

C'est l'ensemble des techniques relatives à l'élevage des animaux et dont sont issus divers produits propre à la consommation (*Portail Québec*, 31/01/2019).

1.2.3.2. La production végétale

C'est l'ensemble des techniques relatives à la culture des végétaux (plantes, légumes, fruits) et dont sont issus divers produits de consommation (*Portail Québec*, 31/01/2019).

⁴ Se référer au site [https:// :www.aquaportail.com](https://www.aquaportail.com)

⁵ Se référer au site <https://www.futura-sciences.com/sante/definitions/biologie-pesticide-9169/>

⁶ Pris dans le site : <http://www.thesaurus.gouv.qc.ca/tag/terme.do?id=10069>

1.2.4. L'industrie agroalimentaire

L'industrie alimentaire, encore appelée « industrie agroalimentaire » est l'ensemble des activités industrielles qui transforment des matières premières issues de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche en produits alimentaires destinés essentiellement à la consommation humaine⁷.

2. Les conditions du développement de l'agrobusiness

Le développement de l'agrobusiness nécessite au minimum quelques exigences à respecter. A savoir :

2.1. L'agriculture moderne

L'agriculture constitue la principale activité économique en milieu rural et occupe une part importante de la population active⁸. L'agriculture est considérée comme l'une des activités phares sur lesquelles tout pouvoir politique doit s'appuyer pour répondre à l'insécurité alimentaire, aux problèmes de la pauvreté et de l'emploi. En effet, selon FAO/ONIDU (2010) « l'agriculture reste un secteur clé dans les économies africaines, représentant 70% des emplois et contribuant environ à 25% du PIB dans de nombreux pays » (p.6).

Cependant, « dans les faits, l'agriculture est encore paysanne dans de nombreux pays africains » (Agroline, 2007, p.2). Dans la pratique, ce sont des instruments archaïques qui sont utilisés. Dans ce même document, il a été prouvé que l'agriculture qui est pratiquée par les paysans est vivrière et est destinée à l'autoconsommation. Or l'agriculture ne doit pas seulement se limiter à des fonctions de production de subsistance. Elle doit plutôt produire suffisamment, transformer et vendre ses produits en tenant compte de la chaîne de valeur par la demande du marché (ONIDU, 2011, p.12). Ainsi, certains auteurs pensent que le choix de l'outil de travail est déterminant dans la réalisation d'un rendement. FAO/ONIDU (2010) soutiennent que « pour atténuer les effets des crises alimentaires sur les consommateurs, augmenter la productivité et le revenu des producteurs et approvisionner l'agro-industrie en produits primaires fiables, l'agriculture africaine doit dépasser le stade de l'utilisation des techniques archaïques comme la houe manuelle et opter pour la mécanisation des opérations agricoles d'une façon durable qui pourrait être offerte par des prestataires de travaux à façon viables » (p.18).

En voici un exemple d'engin agricole : le tracteur agricole

⁷ Voir sur le site : <https://www.pole-emploi.fr/actualites/1-industrie-alimentaire-@/article.jspz?id=61703>

⁸ D'après le rapport de la Grappe Agriculture Agroindustriel

Photo 1: Tracteur agricole



Source : web

Sur ces propos l'on pourrait dire que l'agriculture ne jouera pleinement son rôle premier qui est d'assurer la sécurité alimentaire qu'à travers la mécanisation agricole. Ces types d'engins permettent non seulement d'exploiter plusieurs hectares mais également de permettre à l'agriculteur de gagner du temps et de l'énergie. Et par conséquent ils permettent de produire suffisamment de quantités de produits agricoles nécessaires à la demande du marché. Les instruments traditionnels quant à eux sont moins compétitifs par rapport aux engins agricoles. Il est très difficile de satisfaire la demande du marché en produits agricoles avec l'usage des outils archaïques dans les champs car il faut beaucoup de temps et d'énergie pour labourer un petit espace.

Dans le Rapport Afrique Economique (2009), il a été montré qu'il n'y a pas suffisamment de lien entre l'agriculture africaine et l'agroalimentaire. C'est pour cette raison que FAO/ONIDU (2010) a suggéré que les investissements ne soient pas limités simplement à l'amélioration de la productivité agricole mais doivent aller au-delà ; c'est-à-dire qu'ils doivent s'étendre au développement de l'agro-industrie.

2.2.La transformation

L'agroalimentaire est une phase très importante dans le processus de l'agrobusiness. Considérée comme un levier économique, l'industrie agroalimentaire se définit comme l'ensemble des activités industrielles qui transforment des productions alimentaires issues de l'agriculture ou de la pêche en produits finis destinés essentiellement à la consommation humaine. Elle est considérée comme un moteur de la croissance. Elle augmente la sécurité alimentaire de quatre façons principales :

- ✓ en réduisant les pertes après récolte, dont les estimations montrent qu'elles pourraient atteindre les 30 % pour les céréales, 50 pour les racines et les tubercules et jusqu'à 70 % pour les fruits et légumes ;
- ✓ en allongeant la durée de conservation des aliments ce qui permet d'atteindre plus facilement les zones urbaines où la majorité de la population se trouvent concentrée ;
- ✓ en valorisant les produits, les revenus s'améliorent et le niveau de l'emploi augmente le long de la chaîne de valeur de la production alimentaire ;
- ✓ et en améliorant la qualité et la salubrité des aliments à travers l'établissement de système de traçabilité approprié et une harmonisation des normes, accroissant ainsi l'accès aux marchés (FAO/ONIDU, 2010, pp.4-5).

En d'autres termes, la non-transformation des denrées entraîne l'insécurité alimentaire. D'ailleurs, Austin (1981) déclare que toutes les MP (Matières Premières) d'origine biologique possèdent un caractère périssable de par leur non-durabilité. Et elles sont le plus souvent très fragiles. D'où la nécessité de bien les traiter et les conserver car leur qualité nutritive en dépend.

2.3.La chaîne de valeur dans l'agrobusiness

« La chaîne de valeur permet de décomposer l'activité de l'entreprise en séquences d'opérations élémentaires et d'identifier les sources d'avantage concurrentiel potentiel » (M. Porter, 1986, cité par Diakhaté, 2013). Sauf que cette chaîne de valeur est souvent tronquée. Pour preuve pendant longtemps et jusqu'à présent, les pays africains ont choisi de spécialiser dans des cultures précises. Ainsi, le Sénégal est spécialisé dans la production intensive de l'arachide. Ce produit agricole est vendu aux occidentaux pour y être transformée. Ce même produit transformé sera vendu aux africains plus chers que la matière première (FAYE, et al, 2007). C'est dans ce même contexte qu'Emmanuel dit : « Les produits des pays développés coûtent plus chers à acheter par les pays en développement tandis que les produits de ces derniers coûtent moins chers dans les pays développés » (cité par Belem, 2010). Bref, les occidentaux ont longtemps compris le fonctionnement de l'agrobusiness. De ce fait, pour mieux gagner, il faut développer des chaînes de valeur car celles-ci constituent le fondement même de l'agrobusiness. C'est ce que l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel) tente d'expliquer en arguant qu'« on constate l'ampleur des opportunités manquées, lorsqu'on considère la quantité de gains supplémentaires que la chaîne de valeur à la capacité de générer, entre l'étape de la production et celle de la consommation, en termes de richesse et d'emploi. Alors que les pays industrialisés ont une valeur ajoutée de plus de \$200 par tonne de produits agricoles, les pays en développement en obtiennent pour moins de \$50. Les pays à

hauts revenus transforment 98% de leurs produits agricoles, pendant que les pays en voie de développement en transforment 30%. Le manque à gagner est clair, sachant que les agro-industries des pays en voie de développement génèrent 40% à 60% de leur valeur ajoutée manufacturière et que la part de leurs produits agricoles compte pour près de la moitié de leurs exportations » (ONUUDI, 2013, p.1)

D'ailleurs, les exportations des matières premières et le libre jeu du marché comme solution au développement des pays sous-développés sont remis en cause par les structuralistes arguant une détérioration des termes d'échanges. En effet, l'avantage dans ces échanges est au profit des produits industriels. Ce courant de penser suggère tout simplement de « rompre les liens avec la demande étrangère d'exportation de produits primaires comme moteur de la croissance et passer à une dynamique de l'offre associée à un secteur industriel domestique en expansion » (Belem, 2010, p.17). Autrement dit, avant de songer à vendre la matière première il faut d'abord la transformer.

« La participation dans les chaînes de valeur modernes peut augmenter le revenu des agriculteurs de 10 à 100% » (Banque Mondiale, 2007, cité par ONUUDI, 2011). Devant ces différentes thèses défendues plus haut, l'on peut formuler la première proposition comme suit :

P1 : le non développement des chaînes de valeur freine le développement de l'agrobusiness

Section II : Les entraves au développement de l'agrobusiness

Avec la concurrence engendrée par la mondialisation, il est du devoir des pouvoirs politiques de prendre des mesures idoines pour sécuriser leur économie. Ainsi, la plupart des pays ont orienté leur choix de développement vers le secteur agricole. Certains voient même l'agrobusiness comme un modèle très efficace pour répondre au problème de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté (ONUUDI, 2013).

Cependant la mise en œuvre de l'agrobusiness n'est pas toujours aisée. Les acteurs sont confrontés souvent à de nombreux obstacles que nous présentons dans les lignes qui suivent.

1. Les facteurs internes

Il s'agit ici d'exposer les paramètres liés directement aux activités des acteurs de l'agrobusiness et qui peuvent freiner le développement de ce dernier. Ainsi nous avons :

1.1. Les difficultés d'accès au crédit et les difficultés liées à la commercialisation des produits agricoles

1.1.1. Les difficultés d'accès au crédit

Selon Eric Eloundou « le tissu d'entreprises à capitaux indigènes capables de porter véritablement le développement de l'agrobusiness est inexistant » (ELOUNDOU, 2013, pp.5-6). D'ailleurs, dans rapport 2013/2014 le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) considère que les agriculteurs souffrent du manque de crédit. En 2010, les mêmes idées ont été défendues par SECK Mohamed et al. Pour ces auteurs « les exploitations agricoles éprouvent des difficultés d'obtention de crédit à moyen et long termes pour les aménagements, le matériel agricole motorisé, les équipements pour la transformation ou la conservation des produits agricoles » (SECK M et al, 2010, p.13).

En effet « en ce qui concerne les services financiers, seulement environ 10% du total du portefeuille des banques commerciale en Afrique est consacré à l'agriculture et les prêts sont rarement étendus aux petits exploitant » (Banque africaine de développement, 2012 cité par PNUD, 2013/2014, p.34). La participation des banques au financement de la production agricole est tout à fait marginale. Elles n'interviennent éventuellement que pour des projets de nature agricole promus par leurs clients présentant des garanties par ailleurs et non en considération du projet lui-même⁹. En réalité les banques sont réticentes à s'engager dans l'agriculture parce qu'elles trouvent que les risques y sont trop élevés d'une part et que les coûts relatifs à l'agriculture de petite échelle sont élevés d'autre part.

Ceci peut s'expliquer par les problèmes de non remboursements récurrents des crédits agricoles. La preuve, en Mars 1999, il a été révélé que le manque de professionnalisme des producteurs avait engendré un accroissement considérable des impayés sur les crédits de campagne s'élevant à près de 12 milliards de FCFA (UEMOA, 2000, p.12). De telles situations n'encouragent certainement pas l'octroi de crédit. Voilà pourquoi la plupart des petits exploitants ne bénéficient pas de financement bancaire.

Toutefois, l'asymétrie d'information peut avoir aussi une incidence sur l'accès des ruraux aux crédits : les sociétaires ruraux méconnaissent souvent les règles, les conditions d'accès, les divers produits de crédits, voire leurs conditions d'utilisation.

⁹ UEMOA (2000), étude sur le financement agricole dans les pays membre de l'UEMOA, SOFRECO, France, p.43

Or « sans financement, les agriculteurs ne peuvent pas acheter d'intrants, embaucher des travailleurs ou investir dans des équipements ; sans accès au crédit, les commerçants ne peuvent pas financer le commerce et les transformateurs ne peuvent pas financer les investissements pour agrandir leur entreprise » (PNUD, 201/2014, p.34).

Nous comprenons donc aisément qu'il est très difficile dans ces conditions de développer l'agrobusiness. Ces différents arguments supra cités nous amènent à formuler la proposition suivante :

P2 : la difficulté d'accès au crédit freine le développement de l'agrobusiness

1.1.2. Les difficultés liées à la commercialisation des produits agricoles

D'une part, le manque d'infrastructures routières rend très difficile l'acheminement des produits agricoles vers le marché (consommateur ou industrie). De plus cette absence de piste agricole empêche l'investissement du secteur privé dans la commercialisation. En effet, la commercialisation est considérée comme une étape fondamentale et sans laquelle on ne peut pas parler de l'agrobusiness, car d'après FONTAN SERS (2010) « l'agrobusiness est lié à la commercialisation des produits agricoles [...] ».

Du coup on peut formuler la troisième proposition comme suit :

P3 : l'absence de piste agricole empêche le développement de l'agrobusiness

En outre, la stratégie de commercialiser des MP est un défaut à rectifier. « En effet, les pays africains contribuent pour moins de 10% de la valeur ajoutée globale créée. La création de la valeur ajoutée est souvent réalisée en dehors du territoire africain » (Union Africaine et al, 2010 cité par FONTAN SERS, 2010). Il s'agira donc de valoriser la MP via la transformation avant de la commercialisée. Enfin, « dans la plupart des pays d'Afrique, la maîtrise de la qualité des aliments n'est pas inscrite dans les priorités des ministères de la santé et que la présence de textes spécifiques consacrés à la question de la qualité des aliments est rarement vérifiée [...] ». Or, « la qualité peut être un facteur de compétitivité face aux importations [...] » (FONTAN SERS, 2010, p.11).

En somme on peut dire que les contraintes liées à la commercialisation des produits agricoles sont l'absence d'infrastructure routière, de valorisation des MP, de la qualité des aliments.

1.2.Le manque de matériels agricoles

Les chantiers agricoles nécessitent l'usage de matériel adéquat d'autant plus que l'agriculture est considérée comme une activité pourvoyeuse d'emploi mais permet aussi d'assurer la

sécurité alimentaire. Sauf qu'en milieu rural ce sont souvent des outils « rudimentaires » qui sont utilisés. Or l'usage de tels outils ne permet pas d'augmenter le rendement agricole et par conséquent d'assurer l'autosuffisance alimentaire (Agroline, 2007). C'est ainsi que l'ONIDU/FAO (2010) a proposé la mécanisation des opérations agricoles. En effet, « les machines agricoles telles que tracteurs, motoculteurs et moissonneuses-batteuses de riz ont augmenté l'efficacité de la main d'œuvre et ouvert les portes sur un réel développement, dépassant l'agriculture de subsistance et la dépendance de l'assistance » (ONIDU, 2013, p.11). Il est donc évident que la non-utilisation des machines agricoles rend inefficace le développement de l'agriculture et par conséquent freine le développement de l'agrobusiness en aval puisque les industries agroalimentaires dépendent de l'agriculture.

2. Les facteurs externes

Les facteurs externes sont des éléments qui interviennent dans la sphère de l'agrobusiness et qui peuvent influencer négativement son développement. Ces éléments échappent au contrôle des acteurs de l'agrobusiness.

2.1. Le problème d'accès au foncier

La terre est un élément capital et indispensable sans lequel, il est quasi impossible de parler de l'agriculture. Autrement dit quiconque veut faire de l'agriculture, doit d'abord, se plier au foncier. Ce dernier fait référence à l'ensemble des règles définissant les droits d'accès, d'exploitation et de contrôle de la terre et des ressources renouvelables. Il traduit un rapport social entre individus ou groupes sociaux autour de la terre (Seck et al. 2010). Au Sénégal, le système foncier reposait sur un ensemble de règles et de pratiques coutumières mais la colonisation a introduit des changements à ce système foncier traditionnel (SECK et al. 2010). Ainsi dans son article premier, la LDN (Loi relative au Domaine National) stipule que « toutes les terres non classées dans le domaine public, non immatriculées et dont la propriété n'a pas été transcrite à la conservation des hypothèques à la date d'entrée en vigueur de la présente législation constituent de plein droit le domaine national »¹⁰. Le domaine national n'appartient ni à l'Etat, ni aux privés mais à la nation toute entière. Seule l'Etat peut immatriculer à son nom, des terres du domaine national (LDN article 3, 1^{er} alinéa). Cependant, la LDN stipule que ceux qui avaient mis en valeur des terres avant la réforme pouvaient en demander l'immatriculation

¹⁰ SENGHOR Léopold Sédar « LOI N°64-46 DU 17 JUILLET 1964 relative au domaine national », *recueil des textes sur les collectivités locales du Sénégal*, 17 Juin 1967, p.1

à leur nom dans un délai donné. L'article 4 de la LDN révèle que « les terres du domaine national sont classées en 4 catégories : Zones urbaines, Zones classées, Zones des terroirs, Zones pionnières. »

« Les zones rurales comprennent les zones pionnières, normalement affectées à des projets de développement et les zones de terroirs affectées aux membres des communautés rurales qui assurent leur mise en valeur et les exploitent sous le contrôle de l'État et conformément aux lois et règlements » (Boutiller, 1989 cité par SECK et al., 2010, p.18).

Les conseils ruraux procèdent à des affectations foncières sans disposer de support d'information et d'analyse précise destiné à guider et encadrer leurs décisions¹¹. Et aucune communauté rurale ne dispose également d'un cadastre lui permettant de gérer le foncier comme prévu par la loi (SECK et al. 2010, p.20). Cette situation est source de conflit. Par exemple dans les zones de terroir, le paysan se trouve sur des terres qui étaient auparavant exploitées par ses parents. Par conséquent, il est conforté dans son sentiment de détenir la terre (Dièye, 2000 cité par SECK et al. 2010, p.21). La stabilité dont il bénéficie renforce son sentiment d'être propriétaire de la terre. Cette situation conduit au développement des transactions foncières qui sont pourtant interdites par la LDN.

L'application de la législation foncière se heurte aux réticences des populations rurales. Ces dernières perçoivent cette loi comme une remise en cause de leurs traditions. Les paysans qui n'ont jamais adhéré à la législation sur le domaine national se considèrent comme étant les propriétaires des terres et continuent de les gérer suivant les règles coutumières et n'ont jamais accepté l'abolition de leurs droits coutumiers (Faye, 2008 cité par SECK et al. 2010, p.21). Cette attitude a entraîné le développement de comportements d'accommodation de contournement de la loi par la population, avec la complicité des élus locaux. Dans certaines zones comme celle de la Basse et Moyenne Casamance et de la Moyenne vallée du fleuve, l'État a quasiment renoncé à appliquer la loi à cause de l'hostilité des populations¹².

Les différends qui existent entre la LDN et la loi coutumière ainsi que les limites de la LDN dans son application rendent difficile l'accès à la terre. Du coup cette situation complique le développement de l'agriculture. Or sans agriculture, il n'y aura pas d'autosuffisance

¹¹ SECK M. et al (2010), *Analyse des pratiques foncières et des enjeux de la sécurisation foncière au Sénégal*, IPAR (Initiative Prospective Agricole et Rurale), p.20

¹² SECK M. et al (2010), *analyse des pratiques foncières et des enjeux de la sécurisation foncière au Sénégal*, IPAR (Initiative Prospective Agricole et Rurale), p.21

alimentaire, ni de transformation de produits agricole, ni de commercialisation de produits agricoles et par conséquent pas d'agrobusiness tout simplement.

2.2.Les obstacles naturels

Le secteur agricole reste fortement tributaire des aléas climatiques et d'autres contraintes liées à l'environnement de la production¹³. Selon Austin James (1981), la quantité de MP agricole varie en fonction des aléas climatiques, des calamités agricoles ou épizooties (maladies contagieuses qui frappent les animaux). Les facteurs climatiques sont à prendre en compte dans les prévisions agricoles. Car en Afrique, la plupart des paysans agricoles sont vulnérables aux changements climatiques en raison de leur dépendance vis-à-vis de l'agriculture pluviale. « Les effets négatifs du changement climatique sur la production agricole sont particulièrement prononcés en Afrique subsaharienne où le secteur agricole représente une part importante du PIB, des recettes d'exportation et d'emploi dans la plupart des pays africains » (PNUD, 2013/2014, p.32).

Les phénomènes météorologiques extrêmes pourront également s'aggraver et auront une incidence négative sur les agriculteurs et augmenterons leurs risques.

De plus « le réchauffement climatique entrainera des changements dans les cultures, les modes de culture, le calendrier, les pratiques agronomiques et les besoins en semence [...] » (PNUD, 2013/2014, p.33). Le changement climatique affecte le rendement des cultures et si le rendement baisse, la quantité va avec. Et quand la quantité des produits diminue il y aura peu de transformation. Or la logique de l'agrobusiness est de produire en abondance et de transformer le maximum. Donc les obstacles naturels ne vont pas de paire avec le développement de l'agrobusiness

En fin de compte nous pouvons formuler la quatrième proposition suivante :

P4 : les obstacles naturels ne favorisent pas le développement de l'agrobusiness

¹³ (Faye et al. 2007 cité par SECK M. et al. 2010, p.9)

Chapitre II : Cadre empirique

Ce chapitre regroupe deux sections. La première est consacrée à la présentation de l'échantillon d'étude et de la méthodologie de recherche et la seconde s'occupe de de l'analyse et de la discussion des résultats.

Section I : Présentation de l'échantillon d'étude et de la méthodologie de recherche

1. Présentation des institutions contactées

Il s'agit d'une brève présentation des structures étatiques, des unités de transformation et des agriculteurs de la région de Ziguinchor interviewés.

1.1. Les structures participantes

1.1.1. La chambre de commerce

La chambre de commerce est une institution étatique. Elle a pour ordre de la part de l'Etat d'organiser des rencontres avec les acteurs du secteur économique. C'est elle qui définit la politique économique de la région. Son rôle est de renseigner, d'assister et de conseiller les acteurs économiques. En plus de les accompagner dans la réalisation de leur projet, la chambre de commerce assure aussi la promotion des produits du terroir.

1.1.2. ISRA (Institut Sénégalais de Recherche agricole)

Les principales missions de l'ISRA sont : la conception et l'exécution de programmes de recherche sur les productions végétales, forestières, animales et halieutiques et en économie rurale ; la création de connaissances scientifiques, la génération d'innovations technologiques et la mise au point d'outils d'aide à la décision pour l'amélioration du secteur agricole ; la valorisation et le transfert des résultats de la recherche ; la promotion et la formation à la recherche par la recherche ; le développement de la coopération scientifique aussi bien interafricaine et internationale qu'avec les institutions de recherche et universités sénégalaises. Les thèmes prioritaires de recherches de l'ISRA portent sur les productions agronomiques, animales, forestières, halieutiques et socio-économie rurale dans les différentes zones

écologiques du Sénégal : zone continentales pluviales sèche et humide, zone continentale irriguée, zone littorale et zone maritime.

D'autres missions consistent en la génération de connaissances et de technologies appropriées pour atteindre l'objectif de sécurité alimentaire des populations, la création d'emplois et de richesses et partant le développement économique, social, scientifique et culturel du pays.

En plus de ces missions, l'institut mène au profit des investisseurs, des études de projets dans le domaine agricole (études techniques et économiques).

1.1.3. DRDR (Direction Régionale du Développement Rural)

La DRDR est une structure déconcentrée au niveau régional, du Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique. Elle a pour mission :

- De définir et de proposer les mesures de politique agricole adaptées aux conditions régionales et locales ;
- D'assurer le contrôle, le suivi et la coordination de la mise en œuvre des politiques et des activités retenues en vue de la réalisation des objectifs de développement agricole et rural de la région ;
- De contribuer à l'appui technique aux producteurs et à leurs organisations ainsi qu'aux collectivités locales, dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes locaux et régionaux de développement agricole.
- De relayer les doléances des producteurs à l'autorité supérieure

1.1.4. ANCAR

L'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural est une société anonyme désormais à participation publique minoritaire. Elle a été créée par le Gouvernement du Sénégal avec l'appui de la Banque Mondiale dans le cadre du Programme des Services Agricoles et Organisations de Producteurs (PSAOP) signé en 1999 et dont elle constitue une composante.

Actuellement le capital de l'agence est détenu à hauteur de :

- 42% par l'Etat
- 37,8% par les organisations de producteurs
- 13.2% par des acteurs privés
- 7% par les collectivités locales

L'ANCAR est l'une des cinq composantes du PSAOP de la Banque Mondiale. Elle est investie des prérogatives institutionnelles suivantes :

- Améliorer l'offre de Conseil Agricole et Rural (CAR) ;

- Animer un système pluriel de CAR
- Harmoniser les méthodes d'intervention ;
- Evaluer l'impact du CAR et assure son efficacité et sa cohérence

L'objectif de l'ANCAR est de promouvoir et piloter un service de conseil agricole et rural décentralisé à la demande, permettant aux petits producteurs d'améliorer durablement la productivité, les productions, la sécurité alimentaire et les revenus. Plus spécifiquement l'ANCAR devra permettre de :

- Faire accéder les producteurs à leurs demandes, à un large éventail d'innovations techniques ;
- Renforcer les capacités des organisations de producteurs ;
- Appuyer les producteurs dans tout le processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation du conseil agricole et rural.

L'Agence intervient sur tous les domaines de développement en zone rurales et périurbaines : agriculture, élevage, pêche, hydraulique, environnement et toute autre activité annexe ou connexe initiée par le producteur pour améliorer ses revenus et lutter contre la pauvreté

1.1.5. P2RS (Programme de Renforcement de la Résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel)

Le Gouvernement de la République du Sénégal a obtenu du Fonds africain de développement un prêt d'un montant de 22.25 millions d'UC afin de financer le Programme multinational de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel-Composante Sénégal (P2RS).

Le programme de Renforcement de la résilience à l'Insécurité alimentaire et nutritionnel dans le Sahel (P2RS) est une initiative multinationale et concerne l'ensemble des pays membre du CILSS. Il s'exécutera en quatre projets de cinq ans.

Le but du programme est de renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel. La stratégie de développement de la résilience est axée sur le développement du pastoralisme, de l'irrigation, et des marchés régionaux d'intrants et de produits agricoles ainsi que le renforcement de la capacité d'intervention des institutions privées, publiques et communautaires du secteur agricole. Elle met également l'accent sur l'élargissement des opportunités économiques pour les femmes et les jeunes.

Le projet 1 du P2RS s'inscrit dans les opérations des politiques régionales agricoles notamment : i) le cadre stratégique de sécurité alimentaire dans une perspective de lutte contre

la pauvreté (CSSA) du CILSS ; ii) la politique agricole de l'Union économique et monétaire Ouest africain (PAU) et iii) la politique de la CEDEAO.

Au niveau national, le projet est conforme au Document Stratégique Pays (DSP) de la BAD et au Plan Sénégal Emergent (PSE).

La Zone d'intervention du projet 1 du P2RS couvre initialement 40 communes localisées dans six régions : Fatick, Kédougou, Kolda, Matam, Tambacounda et Ziguinchor.

La mise en œuvre dure de cinq (05) ans (2015-2019), le projet s'exécutera à travers trois composantes, à savoir :

- Développement des infrastructures rurales ;
- Développement des chaînes de valeur et des marchés régionaux ;
- Coordination et gestion du projet.

Les activités du projet sont coordonnées au niveau national, par une cellule de coordination du projet (CCP) basée à Dakar et dirigée par un Coordinateur National, et au niveau régional, par six (06) chefs d'antenne, basés respectivement au niveau des chefs-lieux des régions de Fatick Kédougou, Kolda, Matam, Tambacounda et Ziguinchor.

1.1.6. Les unités de transformation

1.1.6.1. JIRIBALUT

Le Groupement d'Intérêt Economique « JIRIBALUT » a été créé le 26 Novembre 2006 dans le but de promouvoir la consommation de produits locaux. Il est membre de la Coopérative Agro-alimentaire de la Casamance (CAC) et compte actuellement 15 membres.

JIRIBALUT a pour objectif de transformer les céréales, tubercules, fruits et légumes locaux (mil, patate, cajou, maïs, sorgho, fonio, manioc, riz), des produits sans gluten prêts à cuisiner (farine, araw, couscous, sankhal, et thiakry) dans le cadre d'une unité de semi industrielle répondant aux normes de production et d'hygiène.

1.1.6.2. L'Union Régionale Santa Yalla

C'est une GIE qui regroupe 1010 femmes réparties dans les cinq (5) localités suivantes : Djirinioro, Fogni, Djisof Lit, Boulouf, Diogué. Ce GIE s'active dans la transformation des produits agricoles et halieutiques.

1.2. Les agriculteurs

Dans le cadre de mes investigations sur le terrain, nous avons interviewé neuf (9) agriculteurs évoluant entre autres dans le maraîchage, la culture céréalière, et l'horticulture.

2. Méthodologie de recherche et outils de collecte et de traitement des données

Comme toute recherche scientifique, le mémoire nécessite d'adopter une démarche spécifique afin d'apporter des réponses à la problématique. Ainsi pour mieux organiser notre travail, nous allons suivre le canevas suivant : premièrement nous allons montrer l'approche méthodologique de la recherche, ensuite décrire les outils de collectes de données et enfin montrer la technique de traitement des données ainsi que les difficultés rencontrées.

2.1.L'approche méthodologie de la recherche

« La méthodologie est l'étude des méthodes permettant de constituer des connaissances » (Gavard-Perret et al. 2008). Ainsi pour notre mémoire, on s'appuiera sur la recherche de type qualitatif, sur le constructivisme comme position épistémologique et sur un mode de raisonnement abductif.

2.1.1. Type de recherche : une recherche de nature qualitative

La nature de la recherche est très importante à préciser car c'est elle qui oriente le chemin à suivre pour apporter des réponses à notre problématique. Ainsi le type de recherche adapté à notre question de recherche centrale est la recherche de nature qualitative.

En effet « une recherche qualitative repose sur une visée compréhensive cherchant à répondre aux questions pourquoi et comment. Elle analyse des actions et interactions en tenant compte des intentions des acteurs »¹⁴. C'est-à-dire qu'elle « produit et analyse des données descriptives, telles que les paroles écrites ou dites des personnes. Elle traite des données difficilement quantifiables. Elle ne rejette pas les chiffres ni les statistiques mais ne leur accorde tout simplement pas la première place » (KAKAI, 2008 p.1). En clair, la recherche qualitative met l'accent sur la collecte de données principalement verbales plutôt que des données qui peuvent être mesurées. Les informations sont ensuite analysées de manière interprétative, subjective, impressionniste ou même diagnostic.

La recherche qualitative est souvent considérée comme le précurseur de la recherche quantitative, en ce sens qu'elle est souvent utilisée pour formuler une hypothèse testable. Cette hypothèse peut ensuite être testée en détail et analysée mathématiquement avec des méthodes classiques de recherche quantitative¹⁵.

¹⁴ Hervé Dumez. Qu'est-ce que la recherche qualitative ? Le Libellio d'AEGIS, Libellio d'AEGIS, 2011, 7(4-Hiver), pp.47-58. < hal-00657925 >

¹⁵ D'après le site : <https://explorable.com/fr/la-recherche-quantitative-et-qualitative>

Ainsi pour ce qui est de notre sujet, nous nous sommes basés sur des outils de collecte de données tels que l'observation non participante et les entretiens semi directifs. Le but est de recueillir des informations de nature qualitative qui nous permettent de répondre à notre question de recherche mais également de vérifier les propositions que nous avons formulées.

2.1.2. Posture épistémologique : le constructivisme

L'épistémologie est l'étude de la constitution des connaissances valables (Piaget, 1967, p.6 cité par Gavard-Perret et al, 2008, p.7). Cependant elle est constituée de plusieurs courants. Dans le cadre de notre travail, il s'agira donc de préciser notre position épistémologique afin de clarifier la conception de la connaissance dans laquelle notre investigation se repose et la manière dont sont justifiées les connaissances élaborées. Ainsi c'est la démarche constructiviste qui a été retenue car adaptée à notre sujet de recherche.

En effet « le constructivisme est une posture épistémologique qui prétend qu'une personne développe son intelligence et construit ses connaissances en action et en situation et par la réflexion sur l'action et ses résultats. La personne appréhende et comprend les situations nouvelles à travers ce qu'elle sait déjà et modifie ses connaissances antérieures afin de s'y adapter » (MASCOTRA, 2007, p.48).

Par conséquent,

« Le constructivisme est une théorie du connaître (actif) plus qu'une théorie de la connaissance (passif) parce que l'action est le moteur du développement cognitif. Le constructivisme s'intéresse donc à la connaissance en action, à l'acte. A la question « Qu'est-ce que connaître ? », le constructivisme répond : connaître c'est, s'adapter au nouveau, c'est une question d'intelligence des situations nouvelles. En effet, la fonction de l'intelligence est l'adaptation aux situations nouvelles. Une personne s'adapte en faisant l'expérience active de l'environnement » (MASCOTRA, 2007, p.48).

C'est dans ce même sens que KERZIL (2009) dit : « en réfléchissant sur nos expériences, nous nous construisons et construisons notre propre vision du monde dans lequel nous vivons ». Pour GLASERFELD (1988)¹⁶ la connaissance ne reflète pas une réalité objective mais concerne exclusivement la mise en ordre et l'organisation d'un monde constitué par notre expérience. En ce qui nous concerne, l'idée est de s'impliquer activement dans la quête du savoir au moyen des observations empiriques car la connaissance se vit et se conquiert en mode d'action.

¹⁶ Gavard-Perret et al. (2008) op. cit., p.24

2.1.3. Mode de raisonnement : une logique abductive

De façon simple, le raisonnement est une argumentation pour convaincre. Cependant, il existe plusieurs formes de raisonnement. Parmi ces dernières on peut citer la déduction, l'induction et l'abduction. La déduction consiste à analyser le particulier à partir du général ; autrement dit, elle consiste à tirer une conséquence à partir d'une règle générale et de l'observation. L'induction, quant à elle, consiste, au contraire, à tenter des généralisations à partir de cas particuliers. On observe des caractéristiques précises sur un ou plusieurs individus d'une classe et on essaie de démontrer la possibilité de généraliser ces caractéristiques à l'ensemble de la classe considérée.

L'abduction est un type de raisonnement consistant à inférer des causes probables à un fait observé. Autrement dit, il s'agit d'établir une cause la plus vraisemblable à un fait constaté et d'affirmer, à titre d'hypothèse, que le fait résulte probablement de cette cause¹⁷. D'après Katia ANGUE (2009), l'inférence abductive est une procédure qui permet de former des conjectures à partir d'indices et de traces. Elle aboutit à la construction d'hypothèses nouvelles en reliant des connaissances acquises et passées à un fait surprenant actuel. Plus précisément, sa fonction est de permettre au chercheur d'entamer le chemin menant à la fixation de nouvelles croyances, habitudes (ou connaissances) tandis que les inférences déductives et inductives assumeront pour leur part les rôles de justification et de vérification.

Quant à nous, nous avons privilégié le raisonnement abductif parce qu'il est tout simplement adapté à notre thème. L'avantage de ce raisonnement est qu'à partir d'un constat, il permet de formuler des propositions à ce qui fait problème.

2.1.4. Les outils de collecte de données

A l'instar de tout travail scientifique, le recueil des données nécessite l'usage de techniques appropriées. Ainsi nous avons utilisé les outils suivants : la recherche documentaire, l'entretien semi-directif à travers d'un guide d'entretien et l'observation non participante.

2.1.4.1. La recherche documentaire

C'est une phase très importante de la méthodologie de recherche. En effet la recherche documentaire n'est rien d'autre que la lecture des documents (ouvrages, articles, revue, mémoire, thèse etc.) antérieurs qui parlent totalement ou partiellement du thème. En réalité la lecture est une source d'inspiration pour mieux construire la problématique de recherche mais

¹⁷ Voir site : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Abduction_\(logique\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Abduction_(logique))

également de formuler des propositions. Ces dernières sont considérées comme des réponses anticipées à notre problématique. Cependant ces propositions seront confirmées ou infirmées qu'après le traitement des données. Pour notre cas, nous nous sommes rendu à P2RS, à l'UASZ (Université Assane Seck de Ziguinchor) où nous avons consulté un nombre important de documents tels que des livres, des articles. Nous avons également visionné des livres numériques, des articles, des mémoires ainsi que des thèses via l'internet. C'est la lecture de tous ces documents qui nous a permis de construire la revue de la littérature.

2.1.4.2.L'entretien semi-directif

L'entretien est outil indispensable dans la recherche de nature qualitative car il permet de recueillir les informations essentielles auprès des personnes interrogées à propos d'un sujet donné. On distingue plusieurs types d'entretien selon leur directive : l'entretien directif, l'entretien semi-directif, l'entretien non directif. Pour notre collecte nous avons privilégié l'entretien semi-directif.

L'entretien semi-directif est une technique qualitative fréquemment utilisée sur le terrain. Il permet de centrer le discours des personnes interrogées autour de différents thèmes définis au préalable par les enquêteurs et consignés dans un guide d'entretien¹⁸.

L'idée est de poser des questions ouvertes aux interviewés afin d'en recevoir le maximum d'informations possibles. Cela permettra de rendre compte fidèlement des représentations et du vécu des acteurs ainsi que mettre en évidence des visions dominantes et marginales du sujet.

Nous avons trouvé pertinent et intéressant d'interviewer les acteurs évoluant dans l'agriculture, la transformation des produits agricoles ainsi que dans les structures étatiques de développement agricole vu que notre thème porte sur l'agrobusiness.

Les thèmes proposés dans le guide d'entretien sont déterminés par rapport aux propositions posées en amont. L'entretien se tournera autour des thèmes suivants :

- thème1 : Les moyens intervenant dans l'agriculture
- thème2 : La chaine de valeur
- thème3 : Situation des unités de transformation des produits agricoles à Ziguinchor
- thème4 : Situation de l'agriculture à Ziguinchor du point des agents étatiques évoluant dans le secteur agricole

Les entretiens ont été faits comme suit :

- Les thèmes 1 et 2 sont adressés aux agriculteurs

¹⁸ Voir dans le site : http://www.ins.tn/sites/default/files/pdf_actualites/entretien-semi-directif.pdf

- Le thème 3 est destiné aux acteurs évoluant dans le secteur de la transformation agricole
- Le thème 4 est pour les structures étatiques évoluant dans le développement agricole

Tableau 1: Récapitulatif des entretiens

Interviewés	Position	Durée	Date	Déroulement
Récapitulatif des entretiens effectués avec les agents des structures étatiques				
Alassane KEBE	Chef de service administratif d'ISRA Djibélor	1h5mn	08/04/2019	Directe
Mamadou MANSALY	Chef de SDDRZ	1h45mn	08/04/2019	Directe
Boubacar BADJI	Adjoint au directeur de la DRDR	1h	11/04/2019	Directe
Alassane SOUANE	Chef de service animation économique à la chambre de commerce Ziguinchor	35mn	17/04/2019	Directe
M. SANE	Comptable de la P2RS	30mn	24/04/2019	Directe
Récapitulatif des entretiens effectués avec les transformateurs des produits agricoles				
Elise CABO	Membre de l'union régionale santa Yalla	1h	03/04/2019	Directe
Adja Fatou ACHIKITY	Présidente du GIE Djiribalut	30mn	05/04/2019	Téléphone
Récapitulatif des entretiens effectués avec les agriculteurs				
Aïcha DJIBA	Agriculteur individuel	30mn	05/04/2019	Directe
Groupe de femmes	Maraichères	35mn	06/04/2019	Directe
Seynabou GOUDIABY	Agriculture	30mn	06/04/2019	Directe
Ousmane	Agriculteur	30mn	10/04/2019	Directe
Gérôme DIANDY	Agriculteur et éleveur	40mn	10/04/2019	Directe
Antoinette CABO	Agriculteur	40mn	10/04/2019	Directe
Karamba COLY	Agriculteur	45 mn	12/04/2019	Directe
Malamine DIEME	Encadreur du bloc GIE de Jacques Rodriguaise	30mn	12/04/2019	Directe
Tidiane SECK	Agriculteur	1h	06/05/2019	Directe

Source : Auteur

2.1.4.3.L'observation non participante

L'observation est une méthode de recherche avec laquelle on observe et écoute ce que les gens font et ce qu'ils disent¹⁹. Il existe plusieurs types d'observations : l'observation participante, l'observation non participante, l'observation structurée, l'observation non structurée. Nous avons opté pour l'observation non participante parce qu'on va tout simplement se contenter d'observer nos cibles sans pour autant participer à leurs activités.

2.1.5. Les techniques de traitement des données

Nous avons cherché à comprendre les différents obstacles du développement de l'agrobusiness à Ziguinchor en s'appuyant sur l'analyse thématique. « L'objectif est de trouver, par une approche horizontale²⁰, les thèmes récurrents entre les différents entretiens du corpus et les contenus qui s'y rattachent. L'analyse thématique peut soit être faite a priori, à partir des thèmes préalablement déterminés et qui ont par exemple donné lieu aux rubriques du guide d'entretien, soit reposer sur la lecture et l'analyse du corpus et « émerger » de cette façon.

Au-delà de la construction d'une grille des thèmes, l'identification des thèmes majeurs et des sous-thèmes auxquels ils donnent naissance peut permettre la construction d'arbres thématiques retraçant schématiquement l'arborescence de ces éléments. L'analyse thématique n'oblige pas le chercheur à traiter de manière systématique la totalité des données du corpus. L'analyse peut se contenter de prendre en considération les seules informations pertinentes au regard des thèmes retenus [...] » (Gavard-Perret et al. 2008, p.261).

A l'aide d'un logiciel Sphinx Quali, nous allons repérer des thèmes et sous thèmes qui ont composé le discours des acteurs évoluant dans l'agriculture, la transformation des produits agricoles, ainsi que les agents des structures étatiques évoluant dans le développement agricole que nous avons interviewé en regroupant question par question, au sein d'une même liste de

¹⁹ Pris dans le site : <https://www.scribbr.fr/memoire/observations/#observation-non-participante>

²⁰ L'approche horizontale consiste à repérer les récurrences et régularités d'un document à l'autre à l'intérieur du corpus total. Lors d'une analyse thématique par exemple, le chercheur recherchera les thèmes qui reviennent d'un entretien à l'autre. Dans une approche horizontale, les discours individuels sont déconstruits afin d'extraire dans chacun les parties communes. La cohérence n'est plus donnée par la structure individuelle de chaque document ou entretien, mais par la réunion comparable entre les différents documents ou entretiens. Gavard-Perret al (2008), *Méthodologie de la recherche, réussir son mémoire ou sa thèse en science de gestion*, La source d'or, France, p.262

mots, les mots ou expressions du corpus textuel dont la signification est commune. Un thème peut comporter plusieurs sous-thèmes. Les thèmes et les sous-thèmes sont définis à partir de leur signification et de leur unité d'analyse. La fréquence absolue d'un thème ou sous-thème est obtenue par le calcul du rapport entre le nombre d'occurrence du thème ou sous-thème en question et le nombre total d'occurrences de l'ensemble des thèmes. Elle permet donc de voir le poids ou la valeur que les acteurs de l'agrobusiness accordent à chaque thème ou sous-thème dans leurs discours.

Par convenance nous avons préféré ne pas calculer la fréquence absolue.

3. Difficultés rencontrées

Le travail n'est pas du tout facile. Au début nous avons du mal à recadrer notre thème ainsi qu'à délimiter son champ d'étude. Nous avons d'énormes problèmes pour trouver des documents qui parlent partiellement ou totalement de notre thème. Cela nous a permis d'accuser un grand retard dans la rédaction de notre revue de littérature.

Nous avons perdu aussi beaucoup de temps dans le choix de la méthodologie. Il a fallu scruter beaucoup de document avant de se décider. Car il fallait choisir la meilleure méthodologie possible qui va nous permettre de répondre à notre problématique.

Le déroulement des entretiens n'est pas toujours aisé car certains interviewés disent ne pas avoir beaucoup de temps. Nous sommes donc obligés de raccourcir la durée des entretiens. Certains hésitent même de nous recevoir.

Mais malgré ces quelques couacs, nous avons su garder notre sérénité car il y a un adage qui dit « la pire défaite c'est le découragement ».

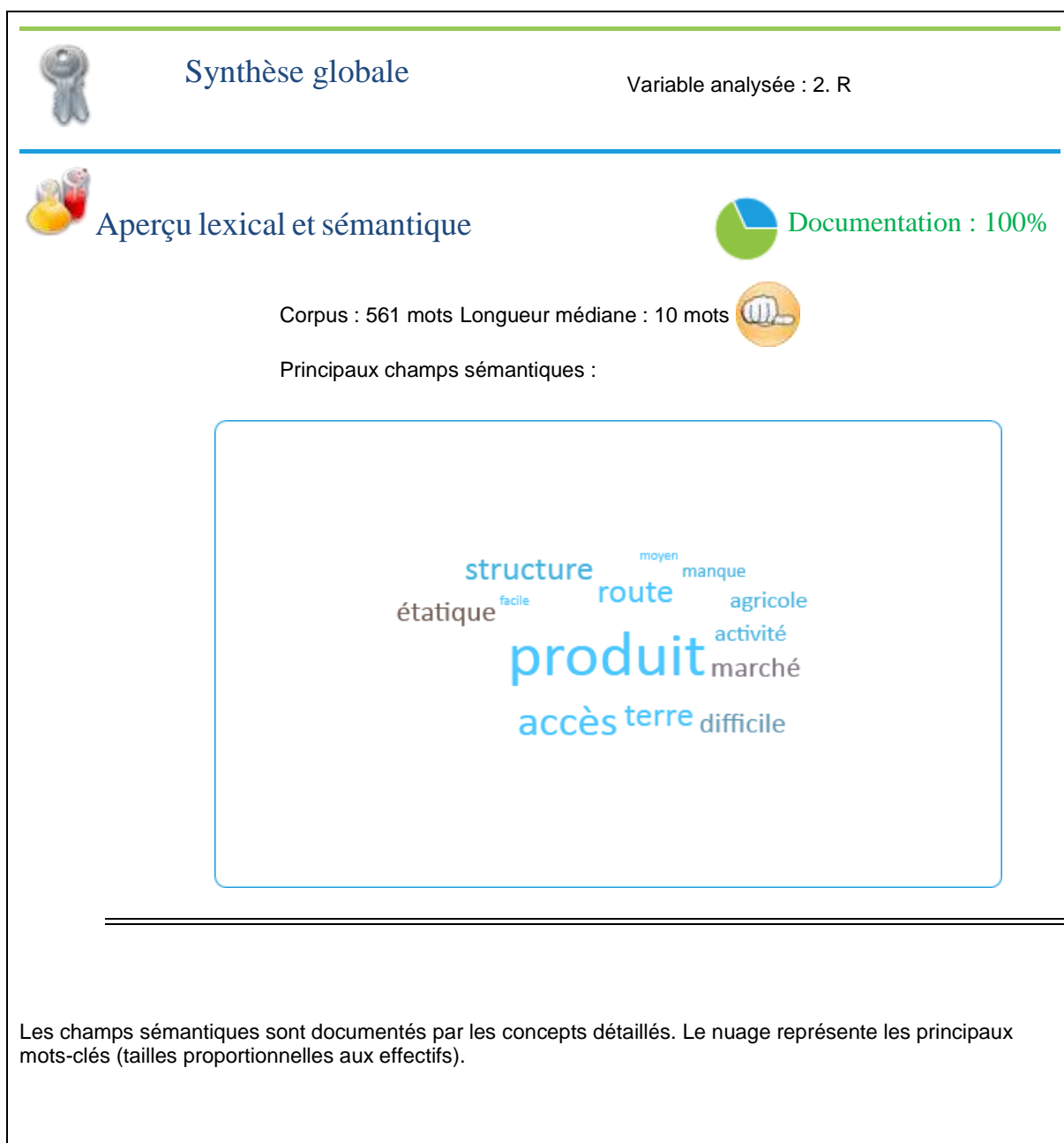
Section II : Présentation et discussion des résultats

Il s'agira de présenter puis de discuter les résultats obtenus afin de formuler des recommandations.

1. Présentation des résultats obtenus

Ici, il s'agit de présenter les verbatim tirés des entretiens pour illustrer les résultats

Graphique 1: Résultats de la synthèse globale

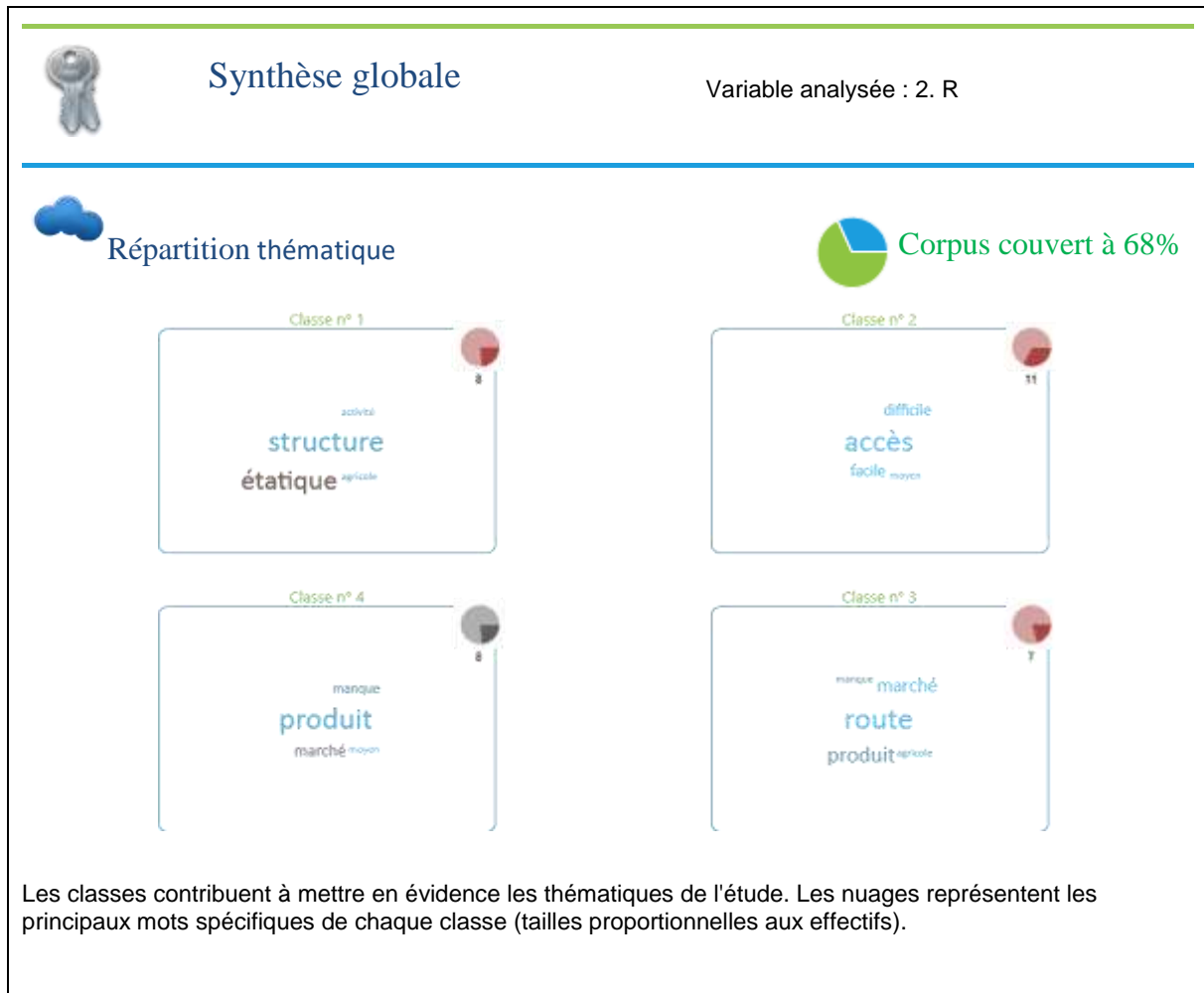


Source : Auteur

La synthèse globale s'appuie sur une approche sémantique et statistique du corpus. Alors sa qualité est indiquée par l'icône qui varie selon la taille du corpus. Ainsi nous avons un corpus de 561 mots, une longueur médiane de 10 mots. Le nuage illustre les idées générales auprès des mots clés les plus fréquents apportés dans les réponses. Au regard du nuage de mots l'agrobusiness fait appel au produit, aux structures étatiques, aux marchés. L'état des routes, l'accès à la terre et au crédit, les activités agricoles, le manque de moyen et de financement sont autant de facteurs qui ont un impact direct sur le développement ou non de l'agrobusiness.

Alors, nous nous appuyons sur ces mots clés pour tenter de résumer la situation de l'agrobusiness à Ziguinchor.

Graphique 2: Répartition thématique



Source : Auteur

Nous remarquons que le corpus est scindé en quatre thèmes appelés Classes. Dans chaque classe le mot qui apparaît le plus fréquemment des réponses est placé au centre. Les autres mots qui le suivent tentent d'expliquer le sens de la classe. Ces différentes informations supra présentées nous permettrons de mettre en exergue les facteurs contraignants au développement de l'agrobusiness.

1.1.La chaîne de valeur

Dans la classe 4 nous constatons bien que c'est le mot « produit » qui est mis en relief et autour de ce mot il y a les mots « marché », « manque », « moyen ».

En effet, ce thème met l'accent sur la non-valorisation des produits locaux. Cela se justifie par la vente des produits non transformés et le manque de partenariats commerciaux.

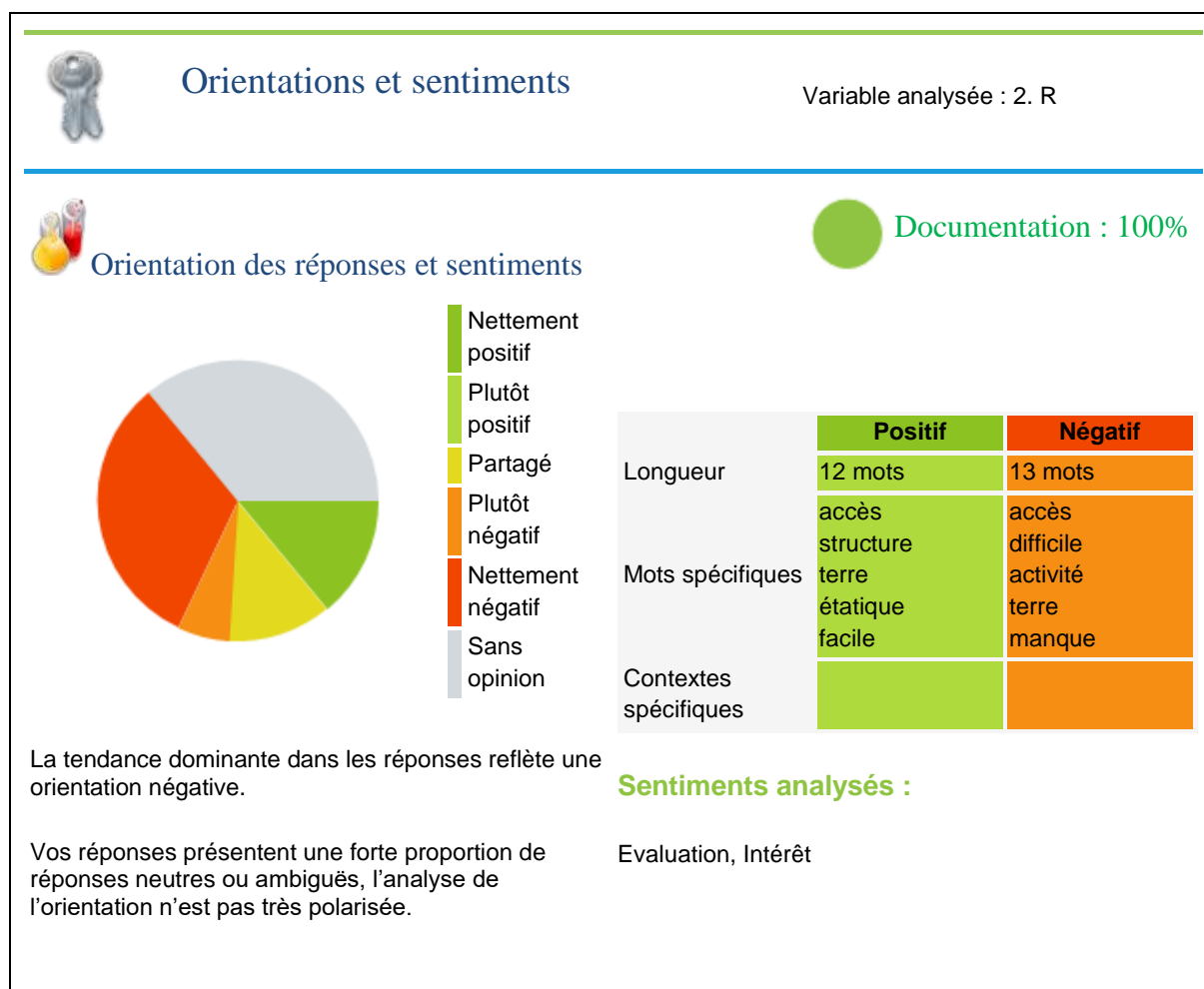
« Il a été constaté dans la région de Ziguinchor que la chaîne de valeur telle qu'évoquée en agrobusiness n'existe presque pas. En effet dans cette région on ne peut réellement pas parler de chaîne car les producteurs et les transformateurs travaillent de façon séparée. Il n'y a pas de partenariat direct entre les agriculteurs et les transformateurs » (entretien, M.SECK). C'est-à-dire les agriculteurs vendent directement leurs produits au marché et non chez les transformateurs, ces derniers achètent directement à leur tour les matières premières au marché et non chez les agriculteurs.

1.2.Les facteurs contraignants le développement de l'agrobusiness dans la région de Ziguinchor

1.2.1. Les facteurs internes

Il s'agit ici d'exposer les paramètres liés directement aux activités des acteurs de l'agrobusiness et qui peuvent freiner le développement de ce dernier.

Graphique 3: Orientations et sentiments



Source : Auteur

Nous voyons bien que la tendance dominante dans les réponses reflète une orientation négative. En effet, les acteurs de l'agrobusiness témoignent les difficultés qui handicapent le processus du développement de l'agrobusiness. Ainsi nous avons :

1.2.1.1. Les ressources matérielles et financières :

Le financement est la pierre angulaire du développement économique. Car sans la ressource financière, il n'y aura pas d'investissement et sans investissement il n'y aura pas de croissance et par conséquent pas de développement.

D'ailleurs les ressources financières limitées font que les producteurs et plus particulièrement les petits peinent à se procurer les matériels qu'il faut pour la réalisation efficiente et efficace de leurs projets. La réalité du terrain révèle effectivement que ce sont toujours les outils archaïques qui sont utilisés dans les champs. L'usage de tels outils entraîne une perte en temps et en énergie. En effet, « pour cultiver un hectare, il faut plusieurs jours voire plusieurs

semaines à un agriculteur qui utilise des outils traditionnels alors que celui qui utilise le tracteur peut le cultiver en un jour. Avec ces types d'instrument, il est difficile de cultiver de grandes surfaces » (entretien, M.Mansaly). Voilà pourquoi certains agriculteurs disent que ce qu'ils produisent ne suffit pas aux clients. En réalité la plupart des agriculteurs font des cultures de subsistance c'est-à-dire des cultures destinées à leur propre consommation.

En ce qui concerne les unités de transformation, les résultats de l'entretien ont révélé qu'il y a aussi un manque de matériels indispensables à la transformation des produits agricoles. Ce manque est justifié d'une part par la limite des ressources financières et d'autre part par la difficulté d'approvisionnement. *« Par exemple la machine concasseuse à noix d'acajou est difficile à avoir. Il faut parfois se rendre au Burkina Faso pour la procurer. Ce souci fait qu'il y a une faible transformation des MP agricoles à Ziguinchor. Ce faible niveau de transformation des MP peut avoir une autre explication : la non-disponibilité en permanence de certaines denrées surtout les produits saisonniers fait qu'il y a une discontinuité dans la transformation »* (entretien, Mme CABO).

D'après les interviewés il existe bel et bien des établissements de crédit. Sauf que l'accès au financement bancaire n'est pas toujours aisé pour tout le monde notamment pour les petits producteurs. Ces derniers se plaignent du taux d'intérêt élevé mais soulignent également que les garanties que les banques leur imposent sont quasi impossible à apporter d'autant plus qu'ils n'en disposent pas. Néanmoins, certains d'entre eux affirment qu'ils bénéficient de crédit pour la réalisation de leurs projets agricoles mais qu'ils n'ont jamais reçu le montant voulu. Ils reçoivent au contraire un montant inférieur à cause du manque de garanties exigées par les établissements financiers.

Bref, *« le manque de financement rend difficile l'acquisition des matériels indispensables à l'agriculture et ceux indispensables à la transformation des produits agricoles. Or l'absence de ces matériels limite la quantité des produits agricoles et celle des produits transformés »* (entretien, M.BADJI, Mme CABO).

1.2.1.2.Manque d'organisation

« En termes de dynamisme la région de Ziguinchor est un peu en retard par rapport aux autres régions telles que les Niayes. L'une des raisons de ce retard peut être expliquée par le manque d'organisation.

Cette région est majoritairement constituée de petits producteurs et chacun travaille pour son compte. Si nous prenons le cas des rizières nous constatons que chaque paysan détient de petites parcelles éparpillées. De ce fait l'outil adéquat pour la culture reste l'outil archaïque

tel que le « kadiandou » en milieu diola parce que l'usage d'un tracteur détruirait les digues d'une part parce qu'il n'existe pas de grandes allées, et d'autre part ne permettra pas de cultiver les parcelles parce que non seulement elles sont petites mais elles ne sont pas regroupées. Donc le démembrement des parcelles freine l'usage des matériels agricoles modernes (tracteurs) » (entretien M.Badji, M.Mansaly). En voici un exemple de fragments de parcelle au niveau des rizières

Photo 2: Démembrement des parcelles au niveau des rizières de Cobiten



Source : Auteur

« A Ziguinchor, les unités de production sont tellement petites à telle enseigne qu'il est difficile de faire l'intégration verticale c'est-à-dire une spécialisation des tâches d'approvisionnement, de production, de commercialisation. Souvent c'est la même personne qui fait toutes ces tâches » (entretien, M.BADJI).

« Les agriculteurs sont confrontés souvent à des problèmes de mévente parce qu'ils produisent en même temps. Ce problème de mévente les pousse à bazarder leurs produits » (entretien, M.BADJI). Bref cette situation révèle tout simplement un manque d'organisation des producteurs et du marché.

1.2.1.3.La vente

La vente est l'ultime étape de l'agrobusiness. Elle consiste à écouler les produits agricoles transformés ou non dans le marché local ou extérieur. Cette activité est plus ou moins aisée selon les acteurs de l'agrobusiness.

« Ainsi pour certains, l'écoulement se passe bien puisque ce qu'ils produisent ne suffit pas aux clients. De plus les produits agricoles transformés sont présentés et vendus, dans les foires nationales et internationales, au niveau local et à l'étranger »²¹.

« La commercialisation des produits agricoles surtout transformés est un peu difficile à cause du manque d'étiquetage et de la labélisation. Cette dernière est coûteuse et c'est elle qui permet de commercialiser les produits surtout à l'étranger » (entretien, Mme CABO). Il y a aussi une concurrence qui devient de plus en plus rude entre les produits locaux et ceux importés. Pour preuve, une femme interviewée témoigne qu'elle peut se rendre au marché de 8h jusqu'à 11h sans pour autant vendre aucun de ses produits et cela peut se répéter pendant 2 ou 3 jours consécutifs. Pendant ce temps la qualité du produit diminue à cause de son caractère périssable. Cette situation montre combien de fois la vente est si importante car une mévente entraîne une perte énorme et par conséquent elle empêcherait une croissance économique.

1.2.1.4.L'approvisionnement en MP (engrais, pesticide)

Vu son importance dans la croissance de la plante, l'engrais est souvent subventionné au Sénégal. Cependant, « cette subvention porte préjudice aux petits producteurs. En réalité à Ziguinchor lorsque l'engrais est disponible, les grands commerçants de la place se précipitent pour en acheter en gros puis le stocker. De ce fait lorsque les petits producteurs veulent en acheter aussi il se trouvera que c'est déjà fini » (entretien, Mme A.CABA).

Au fait les grands commerçants revendent l'engrais plus cher aux petits producteurs lorsqu'ils savent que la demande est supérieure à l'offre. Cette situation est fortement décriée par les paysans.

1.2.1.5.La formation :

« Il a été constaté que la population Ziguinchoroise n'a pas cultivé l'esprit d'entrepreneuriat parce qu'elle avait été longtemps gâtée par la générosité de la nature » (entretien, M.SOUANE). La population n'avait pas besoins de faire beaucoup d'effort pour satisfaire à ses besoins puisque que tout ce dont elle avait besoin lui était disponible et accessible.

Cependant, ce n'est pas le cas aujourd'hui puisque que les ressources naturelles agricoles deviennent de plus en plus rares avec la croissance de la population, le raccourcissement des pluies etc. Voilà pourquoi des structures ont vu le jour dans l'espoir d'accompagner la population surtout paysanne dans le développement agricole. Ainsi, les structures étatiques (DRDR, ANCAR, ISRA, Chambre de Commerce) rencontrées tiennent à peu près le même

²¹ D'après les femmes transformatrices des produits agricoles du GIE Djiribarut

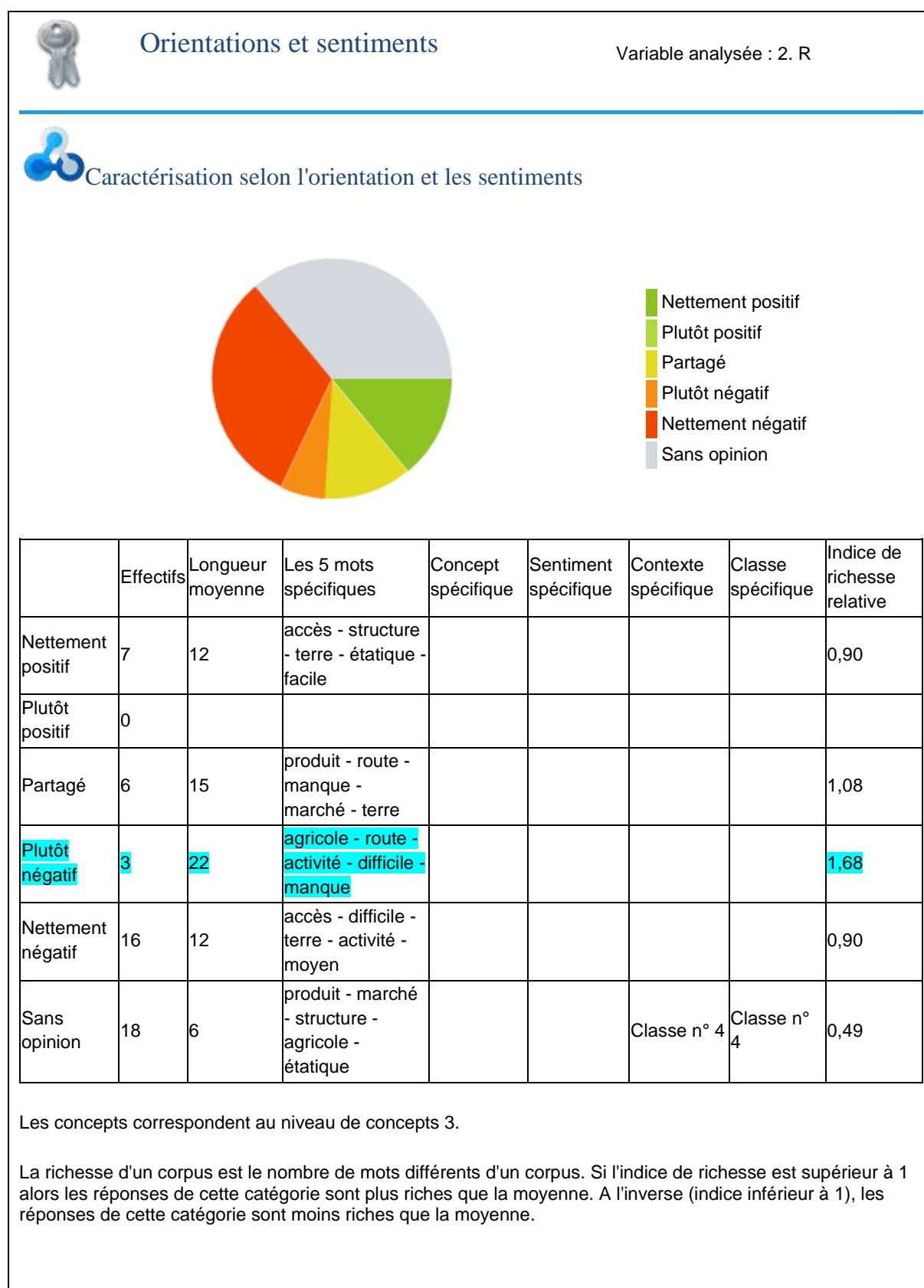
discours concernant le soutien qu'elles apportent aux acteurs de l'agrobusiness notamment dans le domaine de la formation. Elles déclarent effectivement qu'elles donnent des formations aux agriculteurs. Un des interviewé (Mme DJIBA) en plus d'être aidée financièrement confirme également qu'elle reçoit des formations en entrepreneuriat, en gestion financière de la part des structures étatiques. Les femmes formatrices des produits agricoles du GIE JIRIBALUT ont reçu aussi des formations de la part de l'ITA.

Par contre certains des acteurs interviewés disent n'avoir connu aucune structure qui leur a proposé des formations, à plus forte raison de leur en donner. D'autres déclarent carrément que la formation qu'ils ont reçue est insuffisante d'autant plus qu'ils n'ont pas encore maîtrisé beaucoup, de procédés de production, de technique de conservation et d'emballage. Ils ajoutent que cette situation embarrassante les empêche non seulement de diversifier et d'augmenter leurs produits transformés mais les empêche également d'être compétitifs.

1.2.2. Les facteurs externes

Les facteurs externes sont des éléments qui interviennent dans la sphère de l'agrobusiness et qui peuvent influencer son développement. Ces éléments échappent au contrôle des acteurs de l'agrobusiness.

Graphique 4: Caractérisation selon l'orientation et les sentiments



Source : Auteur

Les résultats ci-dessus révèlent que les orientations et les sentiments ont une tendance plutôt négative car l'indice de richesse est égal à 1.68 et donc supérieur à 1. Cela justifie les contraintes liées au développement de l'agrobusiness.

1.2.2.1. Les infrastructures routières

Les infrastructures routières sont d'une importance capitale pour la circulation des biens et des personnes mais également pour le développement d'un pays. *« A Ziguinchor dans la ville on constate que la circulation est fluide à cause de la présence massive des routes goudronnées ou pavées. En dehors de la ville, ce sont les grands axes centraux qui sont bitumés mais à l'intérieur des villages, il reste beaucoup à faire car il n'y a pas assez de piste de production »* (entretien, M.BADBJ).

« Certaines zones sont complètement enclavées et plusieurs agriculteurs éprouvent des difficultés pour acheminer leurs produits vers le marché parce que tout simplement il n'y a pas d'infrastructures routières qui viennent jusqu'à leurs champs.

Du coup, ils sont obligés de transporter eux même leurs produits ou de louer une moto taxi (Jakarta) qui va leur transporter leurs produits. A cause de sa petitesse, la moto taxi fait en général plusieurs voyages pour évacuer les produits et cela entraîne un coût élevé pour les agriculteurs. Voilà pourquoi certains de ces derniers ont préféré tout simplement diminuer leur espace cultivable tandis que d'autres ont tout bonnement décidé de changer d'activité dans l'avenir pour se lancer dans d'autres secteurs tel que le commerce, la pêche... » (Entretien, M.COLY, M.DIANDY).

1.2.2.2. Les contraintes de sécurité

La recherche de stabilité est la chose la mieux partagée au monde parce qu'en temps de paix les activités économiques fonctionnent à merveille. En effet, se sentir en sécurité suppose qu'on est éloigné de tout danger, qui pourrait nous empêcher de faire nos activités ou qui pourrait attaquer nos activités. A l'inverse, l'insécurité c'est la présence en permanence de danger qui pourrait nuire la réalisation de nos projets. D'ailleurs, *« l'insécurité fait partie des contraintes qui ont retardé le décollage de Ziguinchor »* (entretien, M.KEBE). Cela peut se justifier à travers plusieurs faits :

D'abord, *« la crise casamançaise a entraîné un exode rurale important. Des paysans ont dû fuir le combat laissant derrière eux des terres arables. Cette situation a impacté négativement le développement de la région de Ziguinchor et plus précisément le développement de l'agrobusiness. Au fait ce conflit à marquer les esprits à tel enseigne que les opérateurs économiques hésitent encore à investir dans cette région »* (entretien, M.BADJI).

Ensuite, « *le vol des animaux de labour, les animaux en divagation, entraînent respectivement des retards considérables dans le démarrage des activités agricoles et des dégâts dans les champs de culture* » (entretien, MANSALY).

Enfin, il a été constaté que les conditions de travail pénible de certains acteurs de l'agrobusiness ont entraîné des rendements faibles.

1.2.2.3. Les problèmes fonciers

Ziguinchor est très riche de par la variété de ses sols. Elle renferme en son sein plusieurs, zones marécageuses adaptés à la culture du riz, mais également des zones aménagées pour la culture céréalière, horticole, maraîchère... Elle renferme aussi des zones non aménagées qui sont potentiellement adaptées aux cultures locales.

Cependant l'accès n'y est pas aussi facile comme on pouvait l'imaginer. D'abord « *elle n'est pas gratuite à moins qu'on l'hérite mais sinon pour l'utiliser on l'achète à défaut on la loue* » (entretien, SEYNABOU). Certains agriculteurs interviewés veulent augmenter leurs espaces cultivables malheureusement leurs souhaits ne sont pas exaucés à cause du manque de moyens financiers. Par contre d'autres trouvent qu'il est difficile de trouver de grandes espaces pour permettre à de grands groupes de s'installer.

1.2.2.4. Les obstacles naturels

A Ziguinchor c'est l'agriculture pluviale qui est plus mise en valeur par rapport celle basée sur l'irrigation surtout pour la culture céréalière. Ce choix est justifié par la pluie abondante dans la zone.

Mais d'après un responsable de la DRDR l'on ne peut pas se baser uniquement sur la pluie pour faire de l'agrobusiness vu les raccourcissements des pluies ces dernières années ci. La saison sèche est réservée souvent à la culture maraîchère. D'ailleurs pas mal de blocs maraîchers sont implantés à Ziguinchor. Certains de ses derniers ont souligné le problème de manque d'eau. Du coup la surface cultivable dépendra de la quantité d'eau disponible.

« *La zone des Niayes est plus favorable à la culture maraîchère parce qu'il fait plus chaud à Ziguinchor. Avec cette canicule, les plantes se fanent* » (entretien, M.BADJI).

Les attaques des micro-organismes tels que les mouches blanches sur les plantes font beaucoup de dégâts d'après les agriculteurs interviewés.

2. Discussion et recommandations

Cette partie est consacrée à la discussion et à la formulation des recommandations

2.1. Discussion

Dans cette partie il s'agira de vérifier les propositions via la confrontation de la revue de la littérature avec les résultats du terrain.

En effet, par simple définition, l'agro-business est l'ensemble des opérations intervenant dans la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Ses opérations ne se déroulent pas souvent comme elles se devraient. Pour preuve, dans la revue de la littérature des contraintes au développement de l'agro-business ont été évoquées. Par exemple d'après Seck et al (2010, p.13) « les exploitations agricoles éprouvent des difficultés d'obtention de crédit à moyen et long termes pour les aménagements, le matériel agricole motorisé, les équipements pour la transformation ou la conservation des produits agricoles ». A Ziguinchor les interviewés déclarent également qu'ils ont du mal à accéder au crédit bancaire à cause du taux d'intérêt élevé et du manque de garanties. Or « sans financement, les agriculteurs ne peuvent pas acheter d'intrants, embaucher des travailleurs ou investir dans des équipements ; sans accès au crédit, les commerçants ne peuvent pas financer le commerce et les transformateurs ne peuvent pas financer les investissements pour agrandir leur entreprise » (PNUD, 201/2014, p.34). « *Le manque de financement rend difficile l'acquisition des matériels indispensables à l'agriculture et ceux indispensables à la transformation des produits agricoles. Or l'absence de ces matériels limite la quantité des produits agricoles et celle des produits transformés* » (entretien, M.BADJI, Mme CABO).

Donc la **proposition P1** selon laquelle « *la difficulté d'accès au crédit freine le développement de l'agro-business* » est confirmée.

Quant à la chaîne de valeur, elle est considérée comme la colonne vertébrale de l'agro-business car c'est elle qui permet, de créer de l'emploi au niveau de chaque maillon, de créer de la richesse. Sauf que les réalités du terrain ont révélé que la chaîne de valeur n'est pas valorisée. D'une part parce que les producteurs sont de petits exploitants et que leur préoccupation c'est de produire le juste nécessaire pour consommer ou vendre directement à l'état brut au marché. D'autre part parce qu'ils n'ont pas tissé de lien de partenariat avec les unités de transformation de la place. Il faudra aussi rappeler qu'il n'y a pas assez d'unités de transformation à Ziguinchor. Le non-développement de la chaîne de valeur dans les pays en développement a été mis en exergue dans la littérature empirique. Ainsi selon l'ONIDU (2013, p.1) « On constate l'ampleur des opportunités manquées, lorsqu'on considère la quantité de gains supplémentaires que la chaîne de valeur à la capacité de générer, entre l'étape de la production et celle de la

consommation, en termes de richesse et d'emploi. Alors que les pays industrialisés ont une valeur ajoutée de plus de \$200 par tonne de produits agricoles, les pays en développement en obtiennent pour moins de \$50. Les pays à hauts revenus transforment 98% de leurs produits agricoles, pendant que les pays en voie de développement en transforment 30%. Le manque à gagner est claire, sachant que les agro-industries des pays en voie de développement génèrent 40% à 60% de leur valeur ajoutée manufacturière et que la part de leurs produits agricole compte pour près de la moitié de leurs exportations ».

Ces différents arguments confirment la proposition **P2** qui stipule que « ***le non développement de la chaîne de valeur freine le développement de l'agrobusiness*** ».

Concernant les infrastructures routières des remarques ont été faites sur leur situation que ce soit dans la théorie ou sur le terrain. Les infrastructures routières sont d'une importance capitale pour la circulation des biens et des personnes mais également pour le développement d'un pays. « *A Ziguinchor dans la ville on constate que la circulation est fluide à cause de la présence massive des routes goudronnées ou pavées. En dehors de la ville, ce sont les grands axes centraux qui sont bitumés mais à l'intérieur des villages, il reste beaucoup à faire car il n'y a pas assez de piste de production* » (entretien, M.BADBJ).

« *Certaines zones sont complètement enclavées et plusieurs agriculteurs éprouvent des difficultés pour acheminer leurs produits vers le marché parce que tout simplement il n'y a pas d'infrastructures routières qui viennent jusqu'à leurs champs* » (entretien, M.COLY, M.DIANDY). En effet, l'absence de piste agricole empêche l'investissement du secteur privé dans la commercialisation. Or la commercialisation est considérée comme une étape fondamentale et sans laquelle on ne peut pas parler de l'agrobusiness car d'après FONTAN SERS (2010) « l'agrobusiness est lié à la commercialisation des produits agricole [...] ».

Cette situation confirme la proposition (**P3**) suivante : « ***le manque de piste de production est un facteur bloquant du développement de l'agrobusiness*** ».

En plus des facteurs bloquants du développement de l'agrobusiness cités plus haut, il existe d'autres obstacles naturels. Ces derniers sont indépendants de la volonté des acteurs. En effet, à l'issue de l'investigation au niveau de la documentation et du terrain, il a été respectivement noté et constaté des barrières à l'agriculture. Parmi ces barrières il y a :

- Le raccourcissement des pluies.
- La canicule
- Les calamités agricoles

Tous ces obstacles affectent négativement la croissance de la plante et par conséquent diminuent son rendement. Et si le rendement baisse, la quantité va avec. Et quand la quantité des produits diminue il y aura peu de transformation. Or la logique de l'agrobusiness est de produire en abondance et de transformer le maximum. Donc les obstacles naturels ne vont pas de paire avec le développement de l'agrobusiness. D'où la proposition suivante :

P4: les obstacles naturels ne favorisent pas le développement de l'agrobusiness

Toutefois les mauvaises conditions de transport sont aussi des facteurs explicatifs aux sous-exploitations de l'agrobusiness. « *Il est inadmissible que les marocains amènent leurs produits jusqu'à nous dans de bonnes conditions, alors que pour amener des produits de Ziguinchor à Dakar dans de bonnes condition c'est difficile* » (entretien, M.BADJI). A vrai dire il ne devrait pas avoir des problèmes d'écoulement des produits agricoles hors Ziguinchor puisse qu'il y a la voie maritime, la voie terrestre et la voie aérienne. Cette situation montre en réalité l'absence notoire d'acteurs réels d'agrobusiness dans la région.

Il est force de constater que le manque d'organisation des acteurs d'agrobusiness leur a porté préjudice. Même si dans la théorie l'accent n'y est pas mis, la réalité du terrain a révélé cette anomalie. C'est ce manque d'organisation qui fait que les petits producteurs n'ont pas un pouvoir de négociation vis-à-vis des fournisseurs et des clients.

Il est important de souligner que le manque de formation, de sécurité, les problèmes fonciers, l'approvisionnement de MP agricoles bien qu'étant pas développés dans la théorie constituent sans doute des obstacles à l'éclosion de l'agrobusiness.

2.2.Recommandations

Après avoir présenté et discuté des résultats, il revient dans cette partie de proposer des solutions qui vont permettre à l'agrobusiness de bien se développer à Ziguinchor. Ainsi quelques recommandations ont été proposées :

2.2.1. Une bonne organisation

Tous les petits producteurs doivent s'organiser en une force pour défendre leurs intérêts. Par exemple, ils doivent décider de s'approvisionner ensemble, produire ensemble, vendre ensemble. C'est en faisant cela qu'ils peuvent, faire réellement de l'agrobusiness et, gagner des parts de marchés.

Ils doivent aussi former des GIE pour faciliter, l'acquisition des tracteurs et l'accès aux crédits. « *Il faudra également qu'ils fassent des campagnes de sensibilisation pour attraper très tôt les*

animaux afin de permettre de démarrer aussitôt les activités agricoles » (entretien, M.MANSALY).

Pour relayer leurs doléances auprès des autorités compétentes qui sont censées les accompagner, les petits producteurs doivent traiter directement avec elles sans l'aide d'un ou des intermédiaires. Cela éviterait des malentendus.

2.2.2. L'implication de l'Etat dans toutes les étapes de l'agrobusiness

Etant donné que l'orientation de la nourriture dépend de la politique d'Etat, donc il est du devoir de l'Etat d'accompagner les acteurs de l'agrobusiness dans la réalisation de leurs projets. Il ne s'agira pas de dire seulement de promesses mais de les traduire surtout en acte.

2.2.3. Le développement de la chaîne de valeur

La chaîne de valeur doit être développée. L'intérêt est que tous les acteurs de la filière s'accordent sur des marges qui permettent à chacun de s'inscrire dans la durée.

Toujours dans le cadre du développement de la chaîne de valeur, il est important de rappeler que les agriculteurs, les fournisseurs d'intrant, les transformateurs, les commerçants doivent tisser entre eux des liens de partenariat. C'est important, par exemple l'agriculteur dès qu'il aura besoin de matériel, il saura exactement où le trouver et lorsqu'il produit, il saura déjà à qui le vendre. Ça sera pareil pour le transformateur car il saura exactement où s'approvisionner et à temps il faudra le faire. Il saura également à qui vendre son produit transformé.

Bref le partenariat est indispensable au développement de l'agrobusiness car il permet de s'approvisionner ou de vendre plus rapidement.

2.2.4. Le développement des unités de transformation

« L'unité de transformation c'est l'avenir parce que quand le marché est saturé, c'est elle seule qui permet de garder les produits. C'est elle qui crée de l'emploi, c'est elle qui peut garantir aux producteurs des revenus stables. C'est aussi elle qui peut garantir aux commerçants d'avoir de quoi vendre. Elle est le centre même de l'agrobusiness » (entretien, M.BADJI).

« En réalité la présence des usines crée des emplois et s'il y a des emplois le pouvoir d'achat va augmenter et si le pouvoir d'achat augmente, les services viendront (l'éducation, la formation), on aura en fin de compte une ressource humaine importante et qualifiée qui prendra la relève du développement économique pour les générations futures » (entretien, M.SOUANE).

2.2.5. L'amélioration et la diversification des infrastructures de transport

L'Etat doit faire un effort dans l'amélioration de l'environnement des affaires. Être intelligent c'est savoir utiliser son potentiel pour se développer. Donc l'Etat doit désenclaver complètement Ziguinchor via l'ouverture des pistes de production de qualité afin de faciliter la circulation des biens et des personnes.

Il doit aussi penser à élargir le port de Ziguinchor. Il peut aussi créer d'autres ports à Kaffountine et à Elinkin. Ce sont des zones potentielles d'envoi des produits vers l'extérieur. L'existence de ces ports faciliterait les échanges commerciaux et attirerait davantage d'investisseurs.

2.2.6. La formation

L'Etat dans son plan de développement doit prévoir exclusivement un volet dédié à la formation des jeunes aux métiers agricoles. Et ce depuis la conception du projet, l'exploitation de la terre, la production, la transformation et l'écoulement des produits. Il faudra mettre surtout l'accent sur la formation en marketing car c'est elle qui permet de mieux vendre.

2.2.7. L'allégement des conditions d'accès aux crédits.

D'une part, les banques doivent revoir à la baisse leur taux d'intérêt et limiter les exigences de garanties imposées aux acteurs de l'agriculture. Cela permettrait par exemple aux agriculteurs et aux transformateurs d'avoir accès plus facilement aux crédits et donc de pouvoir financer leurs activités.

D'autre part, les clients (agriculteurs et transformateurs) doivent utiliser, dans le cadre de leurs activités, des stratégies idoines qui peuvent leur permettre d'avoir un résultat optimal. Parce qu'avec la prise en compte de telles mesures, ils pourront rembourser facilement leurs dettes.

Conclusion

En résumé, ce travail était orienté sur la recherche de contraintes éventuelles qui pourraient nuire l'éclosion de l'agrobusiness. Le but est de proposer des solutions idoines qui permettront l'agrobusiness de bien se développer à Ziguinchor.

Cependant l'atteinte de cet objectif a nécessité un long processus. Tout d'abord nous avons commencé à définir le cadre théorique en mettant l'accent sur la définition des concepts importants, les activités économiques liées à l'agrobusiness, les conditions du développement de l'agrobusiness, les contraintes au développement de l'agrobusiness. Ensuite nous avons défini le cadre empirique via la présentation de la méthode de collecte et de traitement des données, la présentation des résultats et discussion, la vérification des hypothèses. Et enfin la formulation des recommandations.

Dans le but de mieux cerner le sujet, il a été utile de définir le concept de l'agrobusiness. Ainsi selon LE MONDE, l'agrobusiness c'est l'ensemble des activités économiques liées à la filière agricole. En amont on a l'intervention de l'industrie mécanique, des intrants et des services de prêt dans la production (l'agriculture et l'élevage). Au centre une partie de la production est stockée, une autre est vendue directement ou exportée et une autre encore est acheminée directement à l'industrie agroalimentaire pour y être transformée. Et enfin en aval c'est l'écoulement des produits transformés vers les marchés, les supermarchés et les restaurants. Et pour FONTAN SERS (2010), l'agrobusiness concerne toutes les activités qui vont du processus de production à celui de la commercialisation des produits agricoles.

Sauf que dans la revue de la littérature il a été prouvé que le développement de l'agrobusiness n'est pas à son niveau. Parce que tout simplement bloqué par un certain nombre de facteurs à l'instar des obstacles naturels (raccourcissement des pluies, calamités agricoles), le non-développement de la chaîne de valeur, le manque de piste de production, la difficulté d'accès au crédit.

Pour mieux répondre à notre problématique et de vérifier les hypothèses nous avons adopté des méthodes idoines. Ainsi nous avons utilisé la méthode qualitative d'autant plus qu'elle se repose sur une visée compréhensive cherchant à répondre aux questions pourquoi et comment. Ensuite nous avons choisi le constructivisme comme posture épistémologie. Et enfin l'abduction comme mode de raisonnement. Et pour ce qui est de la collecte et de traitement des données, nous nous sommes basés sur la documentation, l'entretien semi-directif à travers un guide d'entretien, le traitement manuel. L'ensemble de ces outils nous ont permis de confirmer les quatre propositions heuristiques ; à savoir :

- ✓ P1 : la difficulté d'accès au crédit freine le développement de l'agrobusiness

- ✓ P2 : le non développement de la chaine de valeur freine le développement de l'agrobusiness
- ✓ P3 : le manque de piste production est facteur bloquant au développement de l'agrobusiness
- ✓ P4 : les obstacles naturels ne favorisent pas le développement de l'agrobusiness.

Toutefois ces propositions supra citées ne sont pas les seuls facteurs explicatifs au sous exploitation de l'agrobusiness à Ziguinchor puisque que d'autres ont été découverts au cours des entretiens. Le fait de trouver des réponses à notre problématique ne fait pas de notre travail une œuvre parfaite.

En réalité notre travail connaît des limites : d'une part, notre faible niveau en anglais nous a empêchés de scruter les meilleurs documents anglais qui parlent de notre thème ; d'autre part, l'usage de la subjectivité dans l'analyse des données n'a pas reflété forcément la réalité des faits même si l'objectif visé est la compréhension. Par ailleurs, une étude quantitative aurait permis de procéder à une généralisation statistique de nos résultats.

Enfin étant donné que l'agrobusiness est considéré par certains comme un moyen efficace pour régler le problème de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté et de l'emploi ; la question est de savoir maintenant : Est-ce que l'agrobusiness remplit les critères d'un développement durable ? Nous rappelons au passage que le développement durable est un mode de développement qui permet de répondre les besoins des générations présentes sans compromettre les générations futur à répondre les leurs.

Bibliographie

ACED (2017), *manuel agrobusiness*, Abomey-Calavi, Benin, 31p

« Agrobusiness ». In Universalis Junior [en ligne]. Encyclopaedie Universalis, consulté le 30 janvier 2019. Disponible sur <http://junior.universalis.fr/encyclopedie/agrobusiness/>

Agroline, « l'agrobusiness une mine d'or inexploitée en Afrique », *l'essentiel de l'agroalimentaire et de l'agriculture*, Octobre-Décembre 2007 n°105, pp.3-59

ANGUE Katia, « Rôle et place de l'abduction dans la création de connaissance et dans la méthode scientifique peircienne », *Recherches Qualitatives*-Vol. 28(2), 2009, pp.65-94, consulté le 21/02/2019, URL : [http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/edition_reguliere/numero28\(2\)/angue\(28\)2.pdf](http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/edition_reguliere/numero28(2)/angue(28)2.pdf)

AUSTIN James (1981), *l'analyse des projets agro-industriels*, Etats Unies, The Johns Hopkins University Press p.50

BELEM Gisèle (2010), *du développement au développement durable : cheminement, apports théoriques et contribution des mouvements sociaux*, édition chaire de responsabilité et du développement durable, Université du Québec à Montréal, 92p

CNCR et al. (2011), *compte rendu atelier national sur l'investissement agricole au Sénégal*, Dakar, 54p

DIAKHATE Malick (2013), *Caractéristiques de la chaîne de valeur du mil dans la région de Kaolack : Détermination des coûts de production*, Mémoire de Master, Université de Thiès, Thiès

ELOUNDOU Éric, « Forum International de la Finance en Afrique Subsaharienne », *Agrobusiness, un potentiel toujours sous exploité : Etats, Banquiers, Capital-Investisseurs, Quelles solutions pour développer davantage ce moteur de la croissance africaine ?* Douala, 21 Novembre 2013, pp.1-15

EXPORABLE, « La recherche quantitative et qualitative » [en ligne], consulté le 19/02/2019, URL : <https://explorable.com/fr/la-recherche-quantitative-et-qualitative>

- FAO/ONIDU (2010), *Initiative pour le développement de l'agrobusiness et des agro-industries en Afrique*, s.éd, s.l, 38p
- FAYE Jacques et al. (2007), *Implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural au Sénégal*, SL, 224p
- FONTAN SERS Charlotte (2010), *Etats des lieux sur l'agrobusiness et les systèmes mixtes agriculture-élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre*, Edition CORAF, 30p
- Futura, « santé pesticides »[en ligne], consulté le 31/01/2019, URL : <https://www.futura-sciences.com/sante/definitions/biologie-pesticide-9169/>
- Hervé Dumez, « Qu'est-ce que la recherche qualitative ? » *Le Libellio d'AEGIS*, 2011, 7(4-Hiver), pp.47-58. < hal-00657925 >
- Marie de Vergé, « Plus de la moitié des plus pauvres dans le monde vivent en Afrique », mis en ligne le 19/09/2018, consulté le 01/02/2019, URL : https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/09/19/plus-de-la-moitie-des-plus-pauvres-dans-le-monde-vivent-desormais-en-afrique_5357429_3234.html
- MASCIOTRA Domenico, (2007), « le constructivisme en termes simples », *Vie pédagogique*, n°143 Avril-Mai 2007, pp.48-52
- Ndiaye Amadou (2014), *l'agriculture sénégalaise de 1958 à 2012, analyse systémique et prospective*, France, 224p
- ONU « Perspectives de la population mondiale : la révision de 2017 », mis en ligne le 21 juin 2017, consulté le 01/02/2019, URL : <https://www.un.org/development/desa/news/population/world-population-prospects-2017.html>
- ONUDI (2013), *le développement de l'agrobusiness : transformer la vie rural pour créer de la richesse*, Centre international de Vienne, Autriche, 28p
- ONIDU (2011), *l'agrobusiness au secours de la prospérité de l'Afrique*, ONIDU ID/440, 75p
- PNUD (2013/2014), *manuel de formation du programme africain d'aide aux fournisseurs de l'agrobusiness*, Centre régional de service pour l'Afrique, Addis-Abeba, Ethiopie, 110p

Portail Québec, « thésaurus de l'activité gouvernementale »[en ligne], consulté le 31/01/2019,
URL : <http://www.thesaurus.gouv.qc.ca/tag/terme.do?id=10069>

UEMOA (2000), *étude sur le financement agricole dans les pays membre de l'UEMOA*,
SOFRECO, France, 77p

SECK al (2010), *analyse des pratiques foncières et des enjeux de la sécurisation foncière au
Sénégal*, IPAR (Initiative Prospective Agricole et Rurale) (2010), s.éd, 63p

SENGHOR Léopold Sédar « LOI N°64-46 DU 17 JUIN 1964 relative au domaine national »,
recueil des textes sur les collectivités locales du Sénégal, 17 Juin 1967, pp.1-3

Wikipédia, « abduction (logique) » mis en [ligne], consulté le 21/02/2019, URL :
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Abduction_\(logique\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Abduction_(logique))

Annexes

Cette partie est consacrée à la mise en détail des éléments utiles à notre recherche et qui ne sont pas été bien développés dans la rédaction du mémoire. Ainsi dans l'annexe 1, il s'agira de détailler les différents types de questions posées pour chaque thème, dans l'annexe 2, nous ferons la retranscription des réponses des différents interviewés et enfin dans l'annexe 3, nous montrerons quelques photos prises lors de nos enquêtes.

Nous rappelons que le guide d'entretien est constitué de 4 thèmes que sont :

- ✓ thème1 : Les moyens intervenant dans l'agriculture
- ✓ thème2 : La chaîne de valeur
- ✓ thème3 : Situation des unités de transformation des produits agricoles à Ziguinchor
- ✓ thème4 : Situation de l'agriculture à Ziguinchor du point de vue des agents étatiques évoluant dans le secteur agricole

Les entretiens se sont déroulés comme suit :

- ✓ Les thèmes 1 et 2 sont adressés aux agriculteurs
- ✓ Le thème 3 est destiné aux acteurs évoluant dans le secteur de la transformation agricole
- ✓ Le thème 4 est pour les structures étatiques évoluant dans le développement agricole

Annexe 1 : Les différentes questions posées pour chaque thème

✓ **Thème 1 : Les moyens intervenant dans l'agriculture**

De quels instruments disposez-vous pour l'agriculture ?

Pouvez-vous m'expliquer comment ou avec quels moyens acheminez-vous vos produits vers le marché ?

Comment trouvez-vous les infrastructures routières ?

Comment est l'accès à la terre ?

En tant qu'agriculteur comment est l'accès au crédit ?

Pouvez-vous m'expliquer les difficultés éventuelles que vous rencontrez dans vos activités agricoles ?

Si vous aviez besoin d'aide quelle serait votre demande ?

✓ **Thème 2 : La chaîne de valeur**

Vos produits sont-ils destinés à la consommation ou à la vente ?

En tant qu'agriculteur auprès de qui approvisionnez-vous en MP et auprès de qui écoutez-vous vos produits ?

Qu'est-ce qui vous empêche de faire l'intégration verticale (spécialisation des tâches approvisionnement, production, transformation, transport, commercialisation) ?

✓ **Thème 3 : Situation des unités de transformation des produits agricoles à Ziguinchor**

Auprès de qui approvisionnez-vous en MP agricole ?

Comment est l'approvisionnement ?

Pouvez-vous nous parler de vos conditions de travail ?

Comment est la vente de vos produits ?

Combien de salariés avez-vous embauché ?

Quelles sont structures qui vous accompagne ? En quoi elles vous aident ?

Quels sont les obstacles éventuels qui empêchent (ou empêcheraient) le décollage de votre entreprise ?

Quelles peuvent être les solutions à vos problèmes ?

✓ **Thème 4 : Situation de l'agriculture à Ziguinchor du point de vu des agents étatiques évoluant dans le secteur agricole**

Quel est votre rôle en tant qu'agent d'Etat vis-à-vis des agents économiques tels les agriculteurs et les transformateurs de produits agricoles ?

A votre avis qu'est-ce qui peuvent expliquer le sous-développement de l'agrobusiness à Ziguinchor ?

Qu'est-ce que vous préconisez pour booster le développement de l'agrobusiness ?

Annexe 2 : retranscription des réponses des différents interviewés

✚ **Tableau 2: Réponses des agriculteurs au thème 1 et 2**

Interviewés	Thème1	Thème2
Aïchat DJIBA	<p>Je fais le maraîchage et j'utilise les instruments suivants : la houe, le râteau, la brouette, la pioche, la pelle. Mes produits sont transportés par voiture vers le marché. Par contre les routes sont en mauvaise état. L'accès à la terre n'est pas facile parce qu'elle n'est pas gratuite. L'accès au crédit est difficile à cause du taux d'intérêt élevé. Dans mon exercice je rencontre beaucoup de difficulté : Pas assez de formation, concurrence entre produits locaux et produits importé, manque de moyen financier, conséquence des aléas climatique sur nos cultures.</p> <p>Solution à nos problèmes : facilité l'accès, aux prêts bancaires, aux intrants bio, à la terre. Produire puis transformer, diversifier les produits, tisser des liens de partenariat</p>	<p>Mes produits sont destinés à l'autoconsommation et à la vente. Je m'approvisionne en matériel agricole et en semence au marché. L'engrais chimique est trop cher. D'ailleurs je préfère l'engrais bio. Je vends mes produits directement au marché. Il est très tôt pour faire une intégration verticale car je suis pour l'instant qu'un petit producteur.</p>
Groupe de femmes	<p>Nous faisons le maraîchage en utilisant les matériels archaïques. Nous louons des charrettes pour transporter nos produits vers le marché, parfois nous les transportons nous-même. Nous ne savons même pas si l'accès au crédit est facile ou pas puisse qu'on a jamais effectué un prêt. Ce dont on sait, on a de maigres moyens financiers mais on essaie de faire avec. Nous voulons agrandir nos espaces cultivables mais nous ne disposons pas de terre. Nous rencontrons d'autres difficultés : difficulté dans la vente, la concurrence, le manque d'eau, manque d'entrepôt.</p> <p>Nous voulons être aidés en pépinière, en arrosoirs, pesticide, et matériel agricole</p>	<p>Nous produisons spécialement pour vendre au marché. Cependant la vente est très difficile. On peut vendre de 8h à 11h sans rien vendre et cela peut se réitérer pendant trois (3) jours consécutifs. Nous approvisionnons en matériel agricole, en semence, en engrais au marché. Ces intrants sont chers. Nous n'avons pas besoins de faire l'intégration verticale parce que nous produisons peu. Nous n'embauchons pas de salarié.</p>

Réponses des agriculteurs au thème 1 et 2 (suite)

Interviewés	Thème 1	Thème 2
Seynabou GOUDIABY	<p>Je fais du maraîchage, des agrumes, je cultive de la céréale en utilisant les outils traditionnels tel que le Kadiandou, le coup coup, le râteau, le daba... Je transporte moi-même mes produits au marché. Quant à l'accessibilité du crédit j'ignore si c'est facile ou pas. Moi je m'autofinance avec le peu que je dispose.</p> <p>Difficultés rencontrées : manque d'aide de la part de l'Etat, difficulté d'accès à la terre, attaque des animaux</p> <p>Besoin d'aide : en engrais chimique et organique, en matériel, en marketing</p>	<p>Nous avons certes des fournisseurs de matériels agricoles, de semences, d'engrais, mais l'obtention de ces intrants n'est pas toujours facile à cause du manque d'argent. Mes produits sont destinés à la vente et à la commercialisation mais je privilège la vente. On n'a pas assez de client voilà pourquoi je bazarde mes produits pour éviter qu'ils pourrissent. Je n'embauche pas de salarié mais en cas de besoins je cherche des journaliers</p>
Ousmane	<p>Je fais le maraîchage et j'utilise la houe, l'encercle comme moyen de culture. Je n'ai pas un moyen de transport. Par contre je loue un véhicule ou un « Djakarta » pour acheminer mes produits vers le marché. L'accès au crédit est difficile à cause du taux d'intérêt élevé et du manque de garantie.</p> <p>Difficulté rencontrées : le non- respect des promesses tenu par les structures étatiques dans le cadre de notre accompagnement, manque d'entrepôt, difficulté d'accès à la terre</p> <p>Besoin d'aide : un besoin de financement, un allègement des conditions d'accès au crédit.</p>	<p>Je dispose de fournisseur de matériels agricole, de semences, d'engrais. Mais la semence et l'engrais sont excessivement chers. Il n'y a plus de subvention depuis le départ de Wade. Mes produits sont destinés directement à la vente et sont écoulés au marché. Un transformateur de produit agricole m'avait suggéré de lui vendre mes produits mais on n'était pas mis d'accords sur le prix. Ce que nous produisons ne suffit pas aux clients. Mais par contre parfois il y a tellement de produit au marché à tel enseigne que les prix baissent. Le manque de moyens nous empêche de faire l'intégration verticale.</p>

Réponses des agriculteurs au thème 1 et 2 (suite)

Interviewés	Thème 1	Thème 2
<p>Gérôme DIANDY</p>	<p>Je fais le maraîchage, les agrumes, je cultive de la céréale. J'utilise la houe, la pelle, la pèche pour cultiver mais je loue également des tracteurs. Je fais aussi l'élevage de poulet. Pour ce qui est de la distribution des produits, je loue une voiture ou un Djakarta. Je signale au passage qu'il n'y a pas de route butinée qui arrive jusqu'à mon champ. L'accès au crédit est difficile à cause du manque de garantie. Difficultés signalés : Manque de soutien de la part de l'Etat, la quasi-absence de la subvention en semence.</p> <p>Besoin d'aide : Bon marketing (formation) ; les moyens de transport ; les pistes de production</p>	<p>Mes produits sont destinés à la vente. Je les vende au marché local, les autres je les exporte parfois vers la Gambie ou la Guinée Bissau. Je m'en sors quand même, mais ce n'est pas aussi simple puisse qu'il y a la concurrence. Je m'approvisionne en semence auprès, de TROPICASEN, de ville Morin. Cependant le prix proposé à ville Morin est trop cher par rapport à celui proposé à Dakar. J'ai 8 salariés et j'emploie une dizaine de journalier en cas de besoin.</p> <p>Quand je serai un grand producteur je ferai l'intégration verticale mais pour l'instant la quantité produite ne me le permet pas.</p>
<p>Antoinette CABO</p>	<p>Je fais le maraîchage, je cultive de la céréale mais aussi je fais une plantation de papaye. J'utilise des instruments archaïques tels que la houe, le Kadiandou, le coup coup...pour la culture. Je loue également des tracteurs. Je loue des voitures pour évacuer mes produits au marché local de Ziguinchor. Les banques ne nous donnent jamais le montant voulu</p> <p>Difficulté : Nous ne recevons aucune formation de la part des agents de l'Etat évoluant dans le secteur agricole. Manque d'organisation des paysans. La concurrence fait que nous bazarçons nos produits</p> <p>Besoin d'aide : Besoin de semence, d'engrais, de pesticide, de tracteur, une bonne organisation des paysans. Nous voulons traiter directement avec l'Etat. Nous n'avons pas besoin d'intermédiaires pour relayer nos doléances.</p>	<p>J'ai des liens en amont et en aval. En amont des fournisseurs de matériels, de semences et d'engrais. En aval j'ai le marché. Cependant l'acquisition des intrants n'est pas toujours aisée. Par exemple des tracteurs étaient subventionnés et destinés aux paysans mais malheureusement ils sont vendus à des tiers par les soit disant intermédiaires. Nous avons aussi des difficultés dans l'approvisionnement de l'engrais. Au fait les grossistes étant donné qu'ils ont des moyens, ils achètent tout l'engrais et nous le revendent plus cher. Mes produits sont destinés à l'autoconsommation et à la vente. Je ne suis pas encore arrivée au stade de faire l'intégration verticale parce que tout simplement je n'ai pas les moyens qu'il faut.</p>

Réponses des agriculteurs au thème 1 et 2 (suite)

Interviewés	Thème 1	Thème 2
Karamba COLY	<p>Je fais le maraîchage, l'horticulture, je compte me lancer plus tard dans l'élevage des poulets locaux. J'utilise les instruments traditionnels pour labourer mon champ. Etant donné mon jardin est proche de la route, je loue des clandos voire des « taf-taf » pour évacuer mes produits vers le marché locaux. Je m'autofinance et j'ignore si l'accès au crédit est facile ou pas. Je n'ai pas de problème pour accéder à la terre.</p> <p>Difficulté : En tant agriculteur je trouve qu'on est marginalisé par l'Etat. Les intrants sont chers, le raccourcissement des pluies</p> <p>Besoin d'aide Je besoin de forage, de produit photo sanitaire et du composte</p>	<p>Mes produits sont destinés à l'autoconsommation et à la vente. J'ai des fournisseurs en matériels agricoles, en semences et en engrais. Ce dernier n'est pas facile à avoir. En effet les grands commerçants achètent en grande quantité les engrais puis les stockent puis nous les vendent plus chers. Cette situation m'empêche d'avoir la quantité escomptée. Mes produits ne suffisent même aux clients</p>
Malamine DIEME	<p>Nous faisons le maraîchage, nous cultivons de la céréale, nous faisons de la pastèque, de l'élevage de porc, nous comptons faire également de l'élevage de poulet. Nous utilisons de petits tracteurs (location) ainsi que des matériels agricoles pour cultiver. Nos produits sont acheminés au marché via le transport commun. Nos activités sont financées par nous-même. Je dirai que l'accès au crédit n'est pas facile du moment où rien n'est gratuit.</p> <p>Difficulté Pas de soutien de la part des structures étatique, manque de connaissance de la culture maraîchère, manque d'eau, manque de moyen financiers</p> <p>Besoin d'aide : Installation de forage, besoin de financement, besoin de piste de production</p>	<p>Nous produisons pour notre propre consommation mais aussi pour vendre. Nos produits sont commercialisés au marché local. Nous approvisionnons en matériels agricoles, en semences, en engrais auprès des fournisseurs de la place. Nous ne pouvons pas faire l'intégration verticale parce nous sommes pour l'instant une entreprise à l'état embryonnaire</p>

Réponses des agriculteurs au thème 1 et 2 (suite)

Interviewés ▼	Thème 1 ▼	Thème 2 ▼
<p>Tidiane SECK</p>	<p>Je fais le maraîchage, je fais des cultures céréalières en utilisant les instruments suivants : la daba, la houe, la binette, le Kadiandou. Je fais aussi de l'anacarde. Je loue un « taf-taf » pour distribuer mes produits. Il y'a un manque de piste de production surtout à l'intérieur des villages. Je trouve que les conditions d'octroi au crédit sont très difficiles voilà pourquoi je m'autofinance. L'accès à la terre n'est pas facile du moment où elle n'est pas gratuite.</p> <p>Difficulté : Le climat est moins favorable pour le maraîchage à Ziguinchor par rapport à la zone des Niayes, des promesses non tenu de la part les structures étatiques qui sont habilités à nous accompagner.</p> <p>Besoin d'aide : Formation approfondie aux métiers de l'agriculture depuis la conception, l'exploitation, la transformation et la commercialisation</p>	<p>Mes produits sont destinés à l'autoconsommation et à la vente. Je les vends au marché local. Je compte tisser un accord de partenariat avec les transformateurs de produits agricoles l'année prochaine. Je dispose déjà de fournisseurs en matériels agricoles, en semences et en engrais. D'ailleurs l'engrais est souvent subventionné par l'Etat. J'engage souvent des journaliers en cas de besoin. Je reconnais ce que je produis est minime. Voilà pourquoi je compte élargir mon espace cultivable afin de pouvoir faire l'intégration verticale</p>

Source : Auteur

Tableau 3: Réponses des transformateurs des produits agricoles au thème 3

Interviewé	Thème 3
Elise CABO	<p>Nous nous approvisionnons nos MP agricole (mil, patate, pain de singe, « Nététou », noix d'acajou, manioc...) à Oussouye, Bignona, Ziguinchor et parfois en Gambie ou en Guinée Bissau. L'approvisionnement n'est pas aussi facile qu'on pourrait l'imaginer parce que certains MP sont rare à avoir à une certaine période. Les conditions de travail ne sont les meilleurs parce qu'on a un manque de matériels indispensables à la transformation des produits agricoles. La vente est un peu difficile à cause du manque d'étiquetage, de la labélisation (fra). Cette dernière est couteuse et c'est elle qui permet de commercialiser les produits surtout à l'extérieur. Pour l'instant nous n'embauchons pas, ce sont plutôt les membres de l'union régionale Santa Yalla qui travaillent dans le GIE. L'UAISD, l'ITA nous accompagne dans nos activités. Le premier nous a financés et le second nous a formés sur le procédé de fabrication de quelques produits. L'Etat nous appui parfois. Les obstacles au décollage de notre entreprise sont : le manque de technique d'emballage, le manque de formation dans la technique de conservation, le manque de moyens financiers, la difficulté dans l'approvisionnement de matériel. Par exemple pour avoir la machine concasseuse à noix de cajous, il faut se rendre au Burkina Faso. Nous pensons qu'avec l'obtention, de la labélisation, de l'étiquetage, des équipements nécessaires et suffisants, d'un financement conséquent, avec la maîtrise des techniques de conservation, l'entreprise peut se développer comme elle se doit.</p>
Adja Fatou ASYKITY	<p>Nous achetons nos MP agricoles (mil, riz, maïs, fonio, patate douce, manioc, gingembre, anacarde, mangue, « ditakh », banane, « madd », tamarin, et légumes) aux différents marchés de Ziguinchor. Il arrive parfois qu'il ait une pénurie de certaines denrées. Les conditions de travail restent à désirer. Premièrement nous n'avons pas l'équipement qu'il faut et deuxièmement le local est trop petit. Pour la vente on ne se plaint pas d'autant plus que nous présentons et vendons nos produits dans les foires, mais nous exportons également. Nous n'avons pas de salariés mais nous embauchons des journaliers en cas de besoin. Au début nous étions aidés par une coopération française mais maintenant on se débrouille tout seul. En voici quelques obstacles à notre activité : manque d'équipement adéquat, cherté des emballages et des étiquettes, manque de financement. Solutions pour l'avancement de l'entreprise : augmenter le financement, réfectionner le local de l'unité de transformation pour attirer la clientèle, clôturer l'unité de transformation pour plus de sécurité</p>

Source : Auteur

✚ **Tableau 4: Réponses des agents étatiques, évoluant dans le secteur agricole, au thème 4**

Interviewés	Thème4
Alassane KEBE	<p>Je suis le chef de service administratif d'ISRA Djibélor. En tant qu'agent d'Etat, notre rôle est d'accompagner les agriculteurs dans leur activité agricole en proposant ou en leur donnant des formations. Nous mettons le plus souvent à leur disposition des semences telles : le riz, les plantes fruitières.</p> <p>Le sous-développement de l'agrobusiness à Ziguinchor peut s'expliquer par plusieurs facteurs : climat moins généreux par rapport à celui de la zone des Niayes pour la culture maraîchère, les ravageurs de culture, faible diversification des produits agricoles à cause de l'habitude alimentaire (par exemple dans certains menus il n'y a pas assez de légumes), domination de la culture d'autosubsistance, l'usage d'instruments archaïques dans l'agriculture, la vente à l'état brut, le non-développement de la chaîne de valeur, l'enclavement de certaines zones potentiellement cultivables, la population a peur de s'investir, manque d'entrepreneuriat agricole.</p> <p>Je pense que pour booster le développement de l'agrobusiness, il faut : éduquer la population à consommer les produits locaux, que l'Etat fasse de l'agrobusiness une priorité, inciter les fournisseurs d'intrants, les agriculteurs et les transformateurs de produits agricoles à tisser des liens de partenariat efficaces entre eux.</p>
Mamadou MANSALY	<p>Je suis le chef de Service Départemental de Développement Rural de Ziguinchor (SDDRZ). Notre rôle est de superviser le travail des agriculteurs du département de Ziguinchor afin de leur donner des conseils en cas de besoin. Nous leur louons des tracteurs.</p> <p>Les contraintes du développement de l'agrobusiness : manque de moyens pour l'achat de matériels agricoles, problème de remembrement des parcelles, les animaux en divagation, les aléas climatiques, la paresse, le vol des animaux qu'on utilise pour la culture, la culture pour l'autosubsistance. Solution pour booster l'agrobusiness : Solliciter la banque, cultiver dès les premières pluies, faire des campagnes de sensibilisation pour attraper tôt les animaux errants pour permettre de démarrer les cultures, former des GIE pour faciliter l'acquisition de tracteurs.</p>

Réponses des agents étatiques, évoluant dans le secteur agricole, au thème 4 (suite)

Interviewés ▾	Thème 4 ▾
<p>Alassane SOUANE</p>	<p>Je suis le chef de service animation économique à la chambre de commerce Ziguinchor. Mon rôle est de renseigner, d'assister et de conseiller les acteurs économiques. En plus de les accompagner dans la réalisation de leur projet, j'assure aussi la promotion des produits du terroir.</p> <p>Contraintes au développement de l'agrobusiness : Manque d'organisation des paysans dans la production mais également dans la négociation avec leurs clients, manque de soutien de la part de l'Etat aux agents économiques, manque de patriote pour défendre l'intérêt général de la région, les personnes qui sont censées relayer les doléances des agents économiques aux autorités supérieures ne le font pas, le manque d'eau, manque d'esprit d'entreprendre.</p> <p>Solution pour booster l'agrobusiness : Il nous faut des usines pour transformer les produits agricoles afin de développer la chaîne de valeur et de créer de l'emploi. Car s'il y a de l'emploi, le pouvoir d'achat va augmenter et si le pouvoir d'achat augmente, les services viendront (l'éducation, la formation) et on aura enfin de compte une ressource humaine importante qualifiée qui prendra la relève du développement économique pour les générations futures</p>
<p>M. SANE</p>	<p>Je suis le comptable de la P2RS. Je suis chargé d'enregistrer les opérations financières ou les flux réels effectués auprès de la population concernée par notre programme. Nous sommes là pour apporter un renforcement de résilience. Par exemple aider les populations à acquérir des terres non cultivables via des digues anti-sel.</p> <p>Contraintes au développement de l'agrobusiness : Manque de culture entrepreneuriales, la crise Casamançaise, les problèmes géopolitiques par exemple Ziguinchor se situe dans une zone salée, le sol qui est au Nord du pays est plus propice pour une culture maraîchère parce que là-bas c'est plus frais</p> <p>Solution pour booster l'agrobusiness : Il faut cultiver un esprit de dépassement et éviter dorénavant de travailler seul. Les petits producteurs doivent se constituer en GIE pour maximiser leur chance d'être financés</p>

Réponses des agents étatiques, évoluant dans le secteur agricole, au thème 4 (suite)

Interviewés	Thème 4
Boubacar BADJI	<p>Je suis adjoint au directeur de la DRDR. En tant qu'agent de l'Etat, notre rôle est d'apporter un soutien aux agriculteurs. Ainsi nous veillons à ce qu'ils soient bien informés des opportunités, nous relayons leurs doléances à l'autorité supérieur, nous participons à la réflexion des stratégies, nous les encadrons, nous leur apportons des techniques et technologie.</p> <p>Contraintes au développement de l'agrobusiness : Les conséquences de la crise Casamançaise, l'enclavement de la région de Ziguinchor dû à l'absence de pistes de production à l'intérieur des villages, les conditions pénibles de transport, le manque d'esprit d'affaire de la population, la culture d'autosubsistance, manque d'organisation des producteurs, l'absence de grandes usines de transformation de produit agricole, manque d'organisation des marchés, difficulté d'accès au crédit, le raccourcissement des pluies.</p> <p>Solution pour booster l'agrobusiness : Les petits producteurs doivent s'organiser en une force pour défendre leurs intérêts. C'est-à-dire qu'ils doivent décider de s'approvisionner ensemble, produire ensemble et vendre ensemble en se mettant d'accord sur les marges à proposer. C'est en faisant cela qu'ils peuvent atteindre des marchés rémunérateurs. La population doit apprendre à gérer des affaires. L'Etat doit améliorer l'environnement des affaires, pourquoi ne pas faire un port à Elinkin, à Kaffountine. Cela attirerait des investisseurs au développement. Il faut créer d'avantage des unités de transformation car ce sont elles l'avenir. En effet quand le marché est saturé, ce sont elles seules qui permettent de garder les produits. Ce sont elles, qui créent de l'emploi, qui garantissent aux producteurs des revenus stables, mais aussi qui garantissent aux commerçants d'avoir quoi vendre. Les unités de transformation sont le centre même de l'agrobusiness.</p>

Source : Auteur

Annexe 3 : les photos prises lors des enquêtes

Photo 3: Pépinière d'agrumes de Karamba Coly à Bourofaye



Source : Auteur

Photo 4: Plantation de Banane au niveau du bloc maraicher de Rodriguaise à Bourofaye



Source : Auteur

Photo 5: Plantation d'agrumes de Gérôme Diandy à Mamatoro



Source : Auteur

Photo 6: Bloc maraîcher de Gérôme Diandy à Mamatoro



Source : Auteur

Photo 7: Elevage de poulets de Gérôme Diandy à Mamatoro



Source : Auteur

Photo 8: Une maman travail dans le bloc maraicher de CRETEF



Source : Auteur

Photo 9: Bloc maraicher des femmes au niveau du CRETEF



Source : Auteur

Photo 10: Plantation de maïs de Seynabou Goudiaby au niveau de l'agriculture Escale



Source : Auteur

Table des matières

Dédicace.....	i
Remerciements.....	ii
Liste des figures.....	iii
Liste des tableaux.....	iv
Liste des graphiques.....	v
Liste des photos.....	vi
Sommaire.....	viii
INTRODUCTION.....	1
Chapitre I : Cadre théorique.....	4
Section I : Définition des concepts.....	4
1. Définition de l'agrobusiness et des activités économiques liées à la filière agricole.....	4
1.1. L'agrobusiness.....	4
1.2. Les activités économiques liées à la filière agricole.....	5
1.2.1. L'agriculture.....	6
1.2.2. L'usage des intrants (engrais/pesticides).....	6
1.2.2.1. Les engrais.....	6
1.2.2.2. Les pesticides.....	6
1.2.3. La production.....	6
1.2.3.1. La production animale.....	6
1.2.3.2. La production végétale.....	6
1.2.4. L'industrie agroalimentaire.....	7
2. Les conditions du développement de l'agrobusiness.....	7
2.2. La transformation.....	8
2.3. La chaîne de valeur dans l'agrobusiness.....	9
Section II : Les entraves au développement de l'agrobusiness.....	10
1. Les facteurs internes.....	10
1.1. Les difficultés d'accès au crédit et les difficultés liées à la commercialisation des produits agricoles.....	11
1.1.1. Les difficultés d'accès au crédit.....	11
1.1.2. Les difficultés liées à la commercialisation des produits agricoles.....	12
1.2. Le manque de matériels agricoles.....	12
2. Les facteurs externes.....	13
2.1. Le problème d'accès au foncier.....	13
2.2. Les obstacles naturels.....	15
Chapitre II : Cadre empirique.....	16

Section I : Présentation de l'échantillon d'étude et de la méthodologie de recherche	16
1. Présentation des institutions contactées	16
1.1. Les structures participantes	16
1.1.1. La chambre de commerce	16
1.1.2. ISRA (Institut Sénégalais de Recherche agricole)	16
1.1.3. DRDR (Direction Régionale du Développement Rural)	17
1.1.4. ANCAR	17
1.1.5. P2RS (Programme de Renforcement de la Résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel)	18
1.1.6. Les unités de transformation	19
1.1.6.1. JIRIBALUT	19
1.1.6.2. L'Union Régionale Santa Yalla	19
1.2. Les agriculteurs	19
2. Méthodologie de recherche et outils de collecte et de traitement des données	20
2.1. L'approche méthodologie de la recherche	20
2.1.1. Type de recherche : une recherche de nature qualitative	20
2.1.2. Posture épistémologique : le constructivisme	21
2.1.3. Mode de raisonnement : une logique abductive	22
2.1.4. Les outils de collecte de données	22
2.1.4.1. La recherche documentaire	22
2.1.4.2. L'entretien semi-directif	23
2.1.4.3. L'observation non participante	25
2.1.5. Les techniques de traitement des données	25
3. Difficultés rencontrées	26
Section II : Présentation et discussion des résultats	26
1. Présentation des résultats obtenus	26
1.1. La chaîne de valeur	29
1.2. Les facteurs contraignants le développement de l'agrobusiness dans la région de Ziguinchor	29
1.2.1. Les facteurs internes	29
Sentiments analysés :	30
1.2.1.1. Les ressources matérielles et financières :	30
1.2.1.2. Manque d'organisation	31

1.2.1.3.	La vente	32
1.2.1.4.	L’approvisionnement en MP (engrais, pesticide)	33
1.2.1.5.	La formation :	33
1.2.2.	Les facteurs externes	34
1.2.2.1.	Les infrastructures routières	36
1.2.2.2.	Les contraintes de sécurité.....	36
1.2.2.3.	Les problèmes fonciers.....	37
1.2.2.4.	Les obstacles naturels.....	37
2.	Discussion et recommandations	37
2.1.	Discussion	38
2.2.	Recommandations	40
2.2.1.	Une bonne organisation	40
2.2.2.	L’implication de l’Etat dans toutes les étapes de l’agrobusiness	41
2.2.3.	Le développement de la chaine de valeur.....	41
2.2.4.	Le développement des unités de transformation	41
2.2.5.	L’amélioration et la diversification des infrastructures de transport	42
2.2.6.	La formation	42
2.2.7.	L’allègement des conditions d’accès aux crédits.	42
Conclusion		43
Bibliographie		45
Annexes		48
	Annexe 1 : Les différentes questions posées pour chaque thème	48
	Annexe 2 : retranscription des réponses des différents interviewés.....	50
	Annexe 3 : les photos prises lors des enquêtes	59
Table des matières		63
Résumé		66
Abstract		66

Résumé

Dans notre zone d'étude c'est-à-dire Ziguinchor, nous constatons des pénuries de façon récurrentes de certains produits tels que les légumes, les fruits. De plus nous constatons également une importation importante de certaines denrées (le riz, la pomme de terre, l'oignon etc.) auprès des autres régions du pays voire des autres pays. Alors que « la région de Ziguinchor est considérée comme le grenier du Sénégal » (ANSD Ziguinchor, 2015) car disposant en son sein une richesse notoire de ressources naturelles. De plus, elle fait partir des régions les plus arrosées du Sénégal. Donc a priori c'est une zone favorable à l'agriculture et par conséquent une zone apte à transformer ses produits agricoles.

Cependant ces constatations interrogent : Pourquoi l'agrobusiness est sous exploité à Ziguinchor ? Pour répondre à cette question nous nous sommes basé sur la recherche de nature qualitative, en adoptant une posture interprétative et en utilisant un mode de raisonnement abductif. La recherche documentaire et l'entretien semi-directif étaient les outils de collectes de données. Après le traitement des données recueillies, les propositions heuristiques ont été confirmées :

Mots clés : Agrobusiness, Intrants, Production, Agroalimentaire, Agriculture, Commercialisation

Abstract

In our study area, Ziguinchor, we are experiencing recurrent shortages of certain products such as vegetables and fruits. In addition, we are also seeing a significant import of certain commodities (rice, potatoes, onions, etc.) from other regions of the country or even from other countries. Whereas "the Ziguinchor region is considered as the breadbasket of Senegal" (ANSD Ziguinchor, 2015) because it has a notorious wealth of natural resources. In addition, it is one of the most watered regions in Senegal. So a priori it is an area favourable to agriculture and therefore an area able to process its agricultural products.

However, these findings raise questions: Why is agribusiness under-exploited in Ziguinchor?

To answer this question we based ourselves on qualitative research, adopting an interpretative posture and using an abductive reasoning mode. Documentary research and semi-directive interviewing were the tools for data collection. After the manual processing of the collected data, the heuristic propositions were verified:

Keywords: Agrobusiness, Inputs, Production, Agri-food, Agriculture, Marketing